

**L'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**  
p 3

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2163 - 15 janvier 2010 - prix : 1 € - DOM 1,50 €



# L'hôpital public mis en danger par l'épidémie d'économies

**Italie**

**Des travailleurs immigrés traités comme des esclaves  
Patrons, mafia et gouvernement complices**

p. 11



## Sommaire

### Politique

- p. 4 ■ Le Front de gauche en meeting à Paris  
 ■ Le NPA et les « décroissants »

### Leur société

- p. 5 ■ Sarkozy et la « reproduction sociale »  
 ■ Contrôles de la Cour des comptes  
 ■ Les Prud'hommes font les frais de la réforme judiciaire
- p. 6 ■ La crise se développe...  
 ■ Les banques centrales et la crise financière  
 ■ La taxe sur les bonus des traders
- p. 7 ■ Meurtre du jeune Hakim au lycée Milhaud  
 ■ Le mouvement des travailleurs sans papiers  
 ■ Les réfugiés afghans en situation précaire
- p. 12 ■ Les dirigeants du CAC 40, une centaine d'hommes sans contrôle  
 ■ À la recherche de la carte d'« identité nationale »  
 ■ À propos des emballages ménagers
- p. 16 ■ « Réforme » des retraites  
 ■ Trois heures de film et un livre sur Lionel Jospin...

### Dans les DOM

- p. 8-9 ■ Guadeloupe : après le succès de la manifestation du 9 janvier  
 ■ Le non au référendum en Guyane et Martinique  
 ■ Île de la Réunion : grandes manœuvres sucrières

### Dans le monde

- p. 10 ■ Afghanistan : dehors, les troupes de l'OTAN  
 ■ Enclave de Cabinda, derrière le football... l'enjeu du pétrole  
 ■ Dubaï : quand on a de l'argent...
- p. 11 ■ Italie, la révolte des ouvriers africains  
 ■ Algérie, grève à la SNVI de Rouiba

### Dans les entreprises

- p. 13 ■ Grève le 21 janvier dans la fonction publique  
 ■ Hôpitaux publics en danger  
 ■ Retraite des infirmières
- p. 14 ■ FACIL - Bourg-en-Bresse (Ain) ; Renault Flins (Yvelines) ; Continental - Sarreguimines ; Thalès
- p. 15 ■ Centrale nucléaire de Cattenom (Moselle) ; Mac Donald's Paris - Louvre ; Pôle Emploi - La Courneuve (Seine-Saint-Denis) ; Airbus, avion militaire A-400M

## • Vaccins contre la grippe A

# Bachelot au service des labos

**Après que la ministre de la Santé a annulé la commande de 50 millions de doses de vaccins, les actionnaires des laboratoires pharmaceutiques fournisseurs n'ont pas de souci à se faire. L'État et son gouvernement continueront à les arroser généreusement... à coups d'indemnités de dédommagement et de promesses de commandes à venir.**

Au moment de la commande des vaccins contre la grippe A, en juillet dernier, Roselyne Bachelot n'avait pas lésiné : 94 millions de doses ont été commandées, pour un montant total de près de 900 millions d'euros. Les géants de l'industrie pharmaceutique à qui les commandes ont été passées – les Novartis, Sanofi Aventis et GlaxoSmithKline – se sont frotté les mains.

Sauf que, six mois plus tard, à peine six millions de personnes se sont fait vacciner. Et ce ne sont pas les quelques centaines de milliers de doses revendues au Qatar et à Monaco qui changent grand-chose. On croule sous les réserves réelles ou potentielles de vaccins inutiles.

Mais quand la ministre clai-

ronne qu'elle annule la commande de 50 millions de doses afin de réaliser une économie de 350 millions d'euros, elle oublie de préciser que les contrats ne sont pas modifiables et qu'il va falloir payer des indemnités pour rupture de contrat. Quant aux laboratoires, ils pleurnichent, affirmant qu'ils ont produit la quasi-totalité des vaccins commandés, ou encore qu'ils ont acheté les matières premières et que cela coûte très cher.

Si on en croit un article paru dans le *Journal du Dimanche*, un accord serait en voie d'être trouvé entre l'État et les laboratoires fabricants des vaccins, afin de convertir la commande initiale « en un droit de tirage futur auprès des trois laboratoires ». En clair, l'État s'engagerait à commander à l'avenir les vaccins auprès de ces trois firmes et verserait dès aujourd'hui des arrhes pour ces futures commandes ! C'est, nous dit-on, qu'il faut bien donner à ces entreprises quelques liquidités et surtout ne pas affoler les marchés financiers en prenant le risque de faire baisser le cours des actions.

Face, les labos gagnent. Pile, ils gagnent encore ! L'État leur paie au prix fort des vaccins qui

## Élections régionales Réunions publiques de Lutte Ouvrière

### Clermont-Ferrand

samedi 13 février à 17 heures  
 salle Victor-Hugo (sous Auchan Nord)  
 avec Nathalie Arthaud et Marie Savre, tête de liste en région Auvergne

### Bordeaux

mardi 16 février à 20 heures - Athénée municipal  
 place Saint-Christoly, tram Hôtel-de-ville  
 avec Nathalie Arthaud et Nelly Malaty, tête de liste de la région Aquitaine.

**Le prochain Cercle Léon Trotsky aura pour sujet :**

## L'Afrique du Sud De l'apartheid au pouvoir de l'ANC

**Vendredi 29 janvier 2010 à 20 h 30**

**Théâtre de la Mutualité**

24, rue Saint-Victor à Paris 5<sup>e</sup> (Métro : Maubert-Mutualité)

Participation aux frais : 3 euros

risquent fort de ne jamais être utilisés. L'État les dédommage. L'État leur assure des profits futurs. Et tout cela avec l'argent public.

Roselyne Bachelot, titulaire d'un diplôme de docteur en pharmacie et qui a travaillé pendant des années pour le compte de laboratoires de l'industrie du médicament avant d'embrasser

sa carrière politique, n'oublie pas ses anciens amis. Mais eût-elle fait de tout autres études, qu'elle aurait mené la même politique. Car l'État et le gouvernement ont pour premier souci d'abreuver les patrons et les actionnaires des grandes entreprises industrielles avec l'argent public.

Sophie GARGAN

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que

sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante :

**Lutte Ouvrière**  
 BP 233  
 75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos noms, prénoms et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un

don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'Association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste)  
 membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Éditions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Loive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 Télécopie : 01 48 10 86 26

### Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)

[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

### Lutte Ouvrière l'hebdomadaire

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

### Lutte Ouvrière multimédia

(télé, radio, CLT)  
[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

### Lutte Ouvrière audio

(version parlée de nos textes)  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

### Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

**ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande



# Leur république n'est pas celle des travailleurs

La mort de Philippe Séguin a donné lieu à un festival d'éloges, pour expliquer que c'était un « vrai républicain », formulé par des gens qui se prétendaient aussi des « vrais républicains ». Encore heureux que, parmi les hommes qui gouvernent le pays, personne n'ose se prétendre royaliste ou bonapartiste ! Mais qu'est-ce que ça veut dire aujourd'hui, républicain, dans un pays où toutes les décisions politiques sont prises en fonction des seuls intérêts d'une petite minorité de gros possédants ? Que signifient les prétendues valeurs de la république dont on nous rebat les oreilles ? Qu'est-ce que la liberté, l'égalité et la fraternité, en dehors de trois mots vidés de leur sens, gravés sur tous les bâtiments publics ? Où est la liberté, pour ceux que la simple décision d'un conseil d'administration peut transformer en chômeurs, peut par voie de conséquence priver de leur maison, dont elle peut briser la famille, et tout cela dans le seul but de permettre aux actionnaires de continuer à encaisser des dividendes aussi plantureux malgré la crise ?

Où est l'égalité, quand l'État distribue des milliards aux grandes entreprises (et à leurs actionnaires) et déclare qu'il n'est pas possible d'augmenter le smic de plus de 0,5 % sur l'année ? Où est la fraternité, quand des hommes meurent de froid sur des trottoirs gelés, parce qu'il y aurait en France, selon la fondation Abbé-Pierre, 100 000 sans-abri et 3,5 millions de très mal logés, alors que la presse annonce fièrement que, pour 20 000 à 40 000 euros la semaine, on peut désormais louer une suite dans un cinq-étoiles à Courchevel ?

En réalité, république, démocratie, liberté, égalité, fraternité ne sont dans notre société que des mots slogans, destinés à camoufler les vrais rapports sociaux, l'oppression et l'exploitation de la grande majorité de la population par une petite minorité de richards.

Parce que, tant qu'à évoquer les « valeurs de la république », pourquoi ne pas se référer à celles que défendaient les hommes de la Révolution française, qui ont fait vivre cette république ? Ils ne se posaient pas de problème métaphysique sur « l'identité natio-

nale ». Pour les révolutionnaires de 1793, tous ceux qui travaillaient en France devaient être considérés comme des citoyens français et jouir de tous les droits qui s'attachaient à cela, c'est-à-dire le droit d'élire et d'être élu.

Bien sûr, les possédants de l'époque ne voyaient pas d'un bon œil que tous les citoyens, les pauvres comme les riches, aient un même droit à la parole. Et quand la vague révolutionnaire est retombée, ils se sont empressés d'arracher ses conquêtes au peuple. Ils ont institué le suffrage censitaire, qui réservait le droit de vote à ceux qui payaient suffisamment d'impôts, c'est-à-dire aux riches. Ils ont remis des rois sur le trône.

Mais la grande masse des travailleurs, qui était restée attachée aux conquêtes de la révolution, souhaitait le retour à la république, mais pas à n'importe quelle république. Elle voulait la « sociale », la république sociale, celle qui ferait cesser l'oppression et l'exploitation dont étaient victimes les classes populaires.

Il a fallu attendre plus d'un demi-siècle après la Révolution française pour voir réapparaître le suffrage universel. Mais un suffrage universel pipé, parce que les possédants ont appris à fabriquer des systèmes électoraux qui réservent pour l'essentiel l'accès aux assemblées élues aux représentants de la bourgeoisie. Oh, il n'y a plus de suffrage censitaire mais, pour se présenter aux élections à égalité de chances, il faut disposer de moyens financiers considérables. Il n'y a plus de suffrage censitaire, mais des millions de travailleurs sont écartés du droit de vote parce qu'ils n'ont pas de carte d'identité française. Et quand un ministre de Sarkozy, l'expulseur Besson, pour se donner l'air « démocrate », murmure qu'il serait favorable au droit de vote pour les travailleurs immigrés, c'est pour ajouter que c'est seulement pour les élections locales, pas avant dix ans, et que cela poserait bien des problèmes.

Leur république n'est vraiment pas la nôtre. Et, pour construire la république des travailleurs, ce n'est pas sur le bulletin de vote qu'il faut compter.

Arlette LAGUILLER

## • Droit au logement

# 2 200 personnes jetées à la rue en plein hiver

Depuis octobre, vingt-cinq associations d'Ile-de-France viennent de recenser l'expulsion de 2 200 habitants de bidonvilles. Des personnes jetées complètement à la rue, en plein hiver, à l'heure où le plan « grand froid » est activé, sans propositions de logement correct.

Entre le 1<sup>er</sup> novembre et le

15 mars, il y a trêve hivernale des expulsions de locataires. Mais, faute de logements abordables, de nombreuses familles sont contraintes de vivre dans des immeubles et logements insalubres, des caravanes, des cabanes, des bidonvilles, des squats, qui ne sont pas considérés, à juste titre en un sens, comme des habitats tradition-

nels corrects. La loi sur la trêve des expulsions ne s'applique pas pour ces familles. Mais quand les pouvoirs publics les expulsent, ils ne les relogent pas, empirant leur situation !

En octobre, 400 personnes ont été expulsées d'un bidonville à Argenteuil, 820 personnes à Bondy, 400 à Villetaneuse, 200 personnes en novembre à

Saint-Denis... Ces 2 200 expulsions d'habitats indécents en deux mois concernent essentiellement des familles roms. Ces familles, une fois expulsées, errent jusqu'à trouver de nouveaux refuges précaires...

En décembre 2006, lors des promesses électorales de la campagne des présidentielles, le candidat Nicolas Sarkozy pré-

tendait : « Je veux que d'ici à deux ans plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de froid. » Mais, depuis, les constructions de logements locatifs sont toujours en panne, les expulsions se multiplient et le collectif des Morts de la rue a annoncé le décès, en 2009, de 338 SDF !

Louis BASTILLE

## • Le Front de gauche en meeting à Paris

# Quel ancrage à gauche ?

Les composantes du Front de gauche se sont finalement mises d'accord. Il était plus que temps, puisque le dimanche 10 janvier se tenait, au Palais des congrès, à Paris, le meeting d'ouverture de sa campagne.

En fait, la conclusion de cet accord était prévisible, et certainement prévue par les trois principales composantes de ce Front. La partie de bras de fer qui, jusqu'au dernier moment, les opposait publiquement se résumait à un marchandage en sous-main pour le partage des postes électifs.

Finalement, c'est le dirigeant du PCF Pierre Laurent qui conduira la liste en région Ile-de-France, tandis que le Parti de gauche de Mélenchon a obtenu la tête de liste dans quatre régions au lieu des trois qui lui étaient attribuées au départ. Christian Picquet, leader de la Gauche unitaire issue du NPA, conduira quant à lui la liste présentée dans la région Midi-Pyrénées.

Mais on aurait bien tort de croire que ce Front est un front sans rides. Tout d'abord parce que l'accord ne concerne que 16 régions sur 21. Si l'on met à part la Corse, où l'élection des 14 et 21 mars n'est pas celle d'un Conseil

régional, mais d'une Assemblée territoriale, dans cinq régions les militants du PCF ont choisi de se présenter dès le premier tour avec le PS. Une autre exception notable est celle de la région Languedoc-Roussillon, où le PS ne présente pas de liste face à celle de Georges Frêche et où les élus sortants du PCF, dont l'ex-ministre « communiste » de Jospin Jean-Claude Gaysot, sont présents sur la liste de Frêche, tandis que d'autres représentants du PCF seront candidats sur une liste allant de membres du PCF refusant ce choix jusqu'au NPA.

En dépit de ces accroc, qui ne sont pas négligeables et qui font que ce Front de gauche n'a pas réussi à se présenter uni à l'échelle nationale, les orateurs du meeting du Palais des congrès se sont félicités du tour de force que représente l'unité qu'ils ont réussi à réaliser, porteuse, affirment-ils, d'une dynamique nouvelle. Et tous insistaient sur leur volonté de rester solidement

« ancrés à gauche ». Mélenchon le premier, répétant qu'il n'était absolument pas question de s'acoquiner avec le modem.

Cela ne l'a pas empêché de déclarer qu'il n'était pas question de laisser des régions à la droite, ce qui suppose une alliance quasi automatique avec le PS au second tour. Ces deux engagements, s'il les prenait au sérieux, sont contradictoires. Comment affirmer en effet qu'il ralliera sans condition le PS et qu'il ne se compromettra jamais avec le Modem ou avec Europe écologie ? Comment prétendre cela, alors qu'aucun des dirigeants du PS ne s'interdit une telle alliance ? Pire, certains d'entre eux déclarent en être de chauds partisans, prêts à pactiser avec les amis de Bayrou ou de Cohn-Bendit, impatients de rompre une alliance avec une gauche qu'ils considèrent en perte de vitesse.

Quant à la politique que pourrait mener une coalition avec le PS dans des futurs Conseils régionaux, elle fut à peine évoquée lors de ce meeting. Marie-George Buffet a certes fait allusion à « des

## Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

### Besançon

Samedi 30 janvier  
de 16 h à 24 h  
salle de la Malcombe

### Strasbourg

Dimanche 28 février  
à partir de 11 h  
Foyer protestant  
rue du Lazaret



fonds régionaux » destinés à préserver les emplois, sans même mettre en avant des exigences de contrôle et de garantie sur le financement des entreprises aidées par ces fonds.

Il n'y a donc là rien qui rompe avec la pratique passée des Conseils régionaux dirigés par le PS, qui savaient fort bien trouver de l'argent pour aider à fonds perdus des entreprises, sans pour autant préserver les

emplois. Rien donc qui puisse convaincre de l'ancrage à gauche de ce Front de gauche et de ses futurs élus dans les prochains Conseils régionaux. Rien surtout qui puisse ouvrir des perspectives aux luttes que les travailleurs devront mener pour ne pas faire les frais d'une crise dans laquelle les capitalistes les ont entraînés, avec pertes et fracas.

Jean-Pierre VIAL

## • Le NPA et les « décroissants »

# Vers des listes communes ?

Samedi 9 janvier, un communiqué commun était publié par le NPA et par le MOC (Mouvement des objecteurs de croissance), appelant à la « convergence de la gauche anticapitaliste et antiproductiviste et de l'écologie radicale ». Ce communiqué appelle à un « regroupement pour les élections régionales » du NPA et des organisations se réclamant de « l'antiproductivisme » – c'est-à-dire le courant de la décroissance.

De telles alliances ont déjà été constituées dans les faits : en Bretagne par exemple, une liste a été présentée fin décembre, conduite par une militante du NPA et intégrant des militants du Mouvement des objecteurs de croissance. Si l'on en croit le communiqué du NPA, de telles alliances devraient se multiplier, du moins dans les régions où le NPA n'est pas déjà engagé dans une « démarche unitaire »... avec le PCF et le Parti de gauche. En Languedoc-Roussillon par exemple, un accord est déjà signé, depuis le 7 janvier, entre le NPA et le Front de gauche.

Après les désaccords qui se

sont manifestés au sein du NPA à propos des alliances aux élections régionales, la « synthèse » entre les différentes positions avait abouti à ce que chaque région mène sa propre politique.

Mais la publication sur le site national du NPA de ce communiqué de « convergence » avec les décroissants prouve aussi que la direction de ce parti a plus envie de mettre en avant les thèmes « écosocialistes », selon un terme qui lui est cher, que la défense des intérêts des travailleurs broyés par la crise.

Certes, le communiqué contient quelques phrases sur « le recul des droits sociaux » et

« les licenciements, le chômage et la précarité » qui « progressent ». Certes, il appelle les futures listes communes à « proposer une politique en faveur du monde du travail ». Mais on n'en saura pas plus sur cette « politique », ni sur son contenu, ni surtout sur les moyens qui permettraient de l'imposer, et notamment les luttes possibles du monde du travail.

Le texte revient en revanche amplement sur les thèmes chers aux « décroissants » : problèmes environnementaux mis sur le même plan que la catastrophe sociale ; appel à lutter contre « les logiques de productivité sans limite ». Sans compter une allusion pour le moins mystérieuse à s'élever contre « les indécences sur le sens même de nos vies ». Ce genre de formule ne voulant rien dire, elle n'est certes pas trop dangereuse, mais on ne peut

pas en dire autant de la petite dose de protectionnisme et de patriotisme économique distillée par le communiqué, qui appelle à « ne pas laisser la gauche social-démocrate adapter nos régions au libre-échange européen ».

Selon le NPA et le MOC, il faudrait viser à mettre en place « un programme de rupture décliné en mesures régionales », et des « alternatives concrètes y compris dans les institutions ». À croire que les cosignataires de ce texte voient dans les « institutions », à la manière de bons réformistes, la possibilité de changer la société.

Enfin, on constate que le NPA s'est apparemment rallié à l'idée que les consommateurs, tous confondus, sont responsables des problèmes écologiques, puisque le texte appelle à « convaincre que la décroissance de (...) notre empreinte écologique nous amènera à revoir nos modes de

vie ». À qui s'adresse cette phrase ? Qui se cache derrière ce « nous » ? Les 3,4 millions de ménages qui doivent aujourd'hui choisir entre se chauffer et s'alimenter correctement ? Les 3,5 millions de mal-logés ? Les 8 millions de personnes considérées comme en dessous du seuil de pauvreté ?

L'adhésion ainsi officialisée du NPA aux thèses de la décroissance marque un nouveau recul de ce parti sur le terrain des idées, car un tel programme ne pourra être d'aucune utilité pour les travailleurs victimes de la crise, qui ont bien plus besoin de perspectives de luttes sociales que de phrases ronflantes et culpabilisantes sur la réduction de leur « empreinte écologique ».

Pierre VANDRILLE

• **Sarkozy prétend lutter contre la « reproduction sociale »...**

## Mais les pommes tombent au pied du pommier

**Dans son discours adressé au corps enseignant le 11 janvier, Sarkozy a promis de faire entrer 30 % de boursiers dans toutes les grandes écoles ainsi que dans les filières comme le droit ou la médecine où, selon ses mots, « la reproduction sociale est importante ».**

Noble objectif que de vouloir faire pénétrer les enfants des travailleurs, les boursiers, dans les écoles où se forment « l'élite de la nation » et les cadres destinés aux plus hautes fonctions et de briser ainsi la « reproduction sociale », qui voudrait que les enfants de bourgeois soient des bourgeois et que les fils d'ouvriers restent aux manivelles...

Noble objectif donc, ou prétendu tel, mais de peu de portée. Car la question n'est pas que, d'une façon ou d'une autre, quelques enfants de travailleurs entrent à l'ENA, mais que tous les enfants de travailleurs bénéficient d'une éducation soignée, afin qu'ils puissent effectivement avoir accès à la culture que leurs parents n'ont pas pu leur donner. La « reproduction sociale » que Sarkozy prétend combattre ne commence pas

à l'entrée à Polytechnique, mais à la maternelle, si ce n'est au jardin d'enfants. Pour abolir cette « reproduction », il faudra une révolution sociale. Mais pour la rectifier, ne serait-ce qu'un peu, comme l'a fait naguère l'école de la Troisième République, il faudrait y consacrer des moyens importants. Or le gouvernement de Sarkozy supprime des milliers de postes dans l'Éducation nationale chaque année.

Et puis qu'est-ce que cela changerait que quelques ex-boursiers, après de longues études et un polissage réussi, se retrouvent dans les conseils d'administration des sociétés du CAC 40 ? Eh bien, rien. Peut-être y sont-ils même déjà.

Et, lorsqu'il ne fait pas de discours, Sarkozy ne s'y trompe pas. C'est bien l'héritière d'une grande famille bourgeoise qu'il a épousée, et pas une ex-boursière méritante, bardée de diplômes mais dépourvue du charme que donnent, aux yeux du président du moins, quelques siècles de « reproduction sociale ».

Paul GALOIS

## Les exposés du Cercle Léon Trotsky la crise de 1929 et ses conséquences catastrophiques

Exposé du Cercle Léon Trotsky N° 116 du 14 octobre 2009 Prix : 2 euros Envoi contre 6 timbres à 0,56 euro



• **Cour des comptes**

## Un contrôle des finances publiques illusoire

**La mort de Philippe Séguin a donné lieu à un concert d'éloges du côté de tous les politiciens qui le considéraient comme l'un des leurs, et dans leurs louanges ils ont englobé la Cour des comptes, dont Séguin était le président.**

En fait de contrôle, le rôle d'une telle institution est limité aux comptes de l'État et des organismes publics, s'arrêtant aux portes des sociétés privées protégées par le secret commercial et bancaire, et il est le fait de hauts fonctionnaires toujours prompts à proposer de nouveaux sacrifices aux milieux populaires.

Si, à travers certains de ces rapports, la Cour des comptes épingle tel ou tel abus de gestion des finances publiques, ce n'est donc pas pour défendre les intérêts de la population. Ses rapports annuels sur la Sécurité sociale donnent des chiffres de « déficits » qui l'incitent à aller dans le sens d'une restriction des dépenses de santé. Celle-ci est même souvent jugée insuffisante : « *La Cour observe que la politique de restructuration hospitalière est insuffisamment dynamique, freinée notamment par la distribution d'enveloppes exceptionnelles (...). C'est pourquoi la Cour préconise d'amplifier avec détermination la politique de restructuration engagée par les autorités régionales de l'hospitalisation* », peut-on lire par exemple dans un de ses rap-

ports. Cela n'empêche pas la Cour des comptes d'indiquer, parfois, les conséquences catastrophiques d'une politique de réduction de personnel. Ainsi, le service de l'hôpital d'Épinal, dans les Vosges, où 5 500 malades traités pour des cancers ont été surirradiés entre 1987 et 2006, fonctionnait avec un médecin physicien au lieu des deux légalement obligatoires, et encore celui-ci travaillait en parallèle dans une clinique privée, a souligné l'antenne de la Cour des comptes en Lorraine.

Les rapports pointent aussi, bien sûr, quelques-uns des gaspillages liés au gouvernement tels que les « *errements* » de l'Élysée en frais de sondages, de réceptions ou de voyages, le bouclier fiscal qui fait perdre de l'argent à l'État, ou bien la politique des banques qui, malgré les milliards reçus par l'État au plus fort de la crise financière, ne tiennent pas leurs « *engagements* » d'augmenter de 3 à 4 % leurs crédits aux particuliers et aux entreprises. Mais les remarques de la Cour des comptes de toute façon ne pèsent pas lourd. Sans guère d'effet sur les choix des gouvernants, ils en ont encore moins quand ils touchent aux intérêts du capital privé. Des rapports publiés en 1997 et 2003 sur la gestion de l'eau pointaient comment les finances publiques locales alimentent les sociétés privées : ils sont restés lettre

morte. Il en est de même d'une évaluation d'un organisme rattaché à la Cour des comptes qui a chiffré, début 2009, à près de 6 milliards d'euros les aides aux entreprises provenant de collectivités locales, par le biais de 5 000 régimes d'aides différents. Les dirigeants des entreprises continuent à disposer de cet argent sans que les collectivités locales puissent vérifier à quoi il a bien pu servir.

Il est évident qu'un contrôle des comptes de l'État est indispensable du point de vue des intérêts de la population. Mais la Cour des comptes est loin de remplir cette fonction, et ce contrôle devrait émaner de la population elle-même, et s'exercer autant sur les organismes publics que sur les sociétés privées. Prétendre contrôler les comptes de l'État sans pouvoir tout dire sur les comptes des entreprises et des banques serait illusoire, tant les grandes sociétés vivent aux crochets de l'État et de la Sécurité sociale. Ouvrir les comptes des entreprises permettrait de savoir d'où vient et où va l'argent, de mettre fin immédiatement aux diverses subventions et exonérations d'impôts et de cotisations sociales, et de dégager l'argent nécessaire pour les dépenses publiques utiles à la population.

Jean SANDAY

• **Haute-Savoie**

## Les Prud'hommes font les frais de la réforme judiciaire

La fermeture du tribunal de prud'hommes de Thonon est intervenue en 2009, suite à la réforme judiciaire décidée par le gouvernement. Les dossiers et le personnel devaient être transférés au tribunal de prud'hommes d'Annemasse. C'était déjà une gêne importante pour les salariés que cet éloi-

nement géographique, mais depuis s'est ajouté le non-transfert de trois greffiers. Il en résulte que le délai entre le dépôt d'une plainte et le jugement est passé à... 26 mois !

De quoi rendre encore moins efficace une juridiction qui peut empêcher les patrons de jouer à leur guise

avec le Code du travail.

Un rassemblement de protestation à l'appel des unions départementales CGT, CFDT, CGE-CGC et FO est prévu vendredi 15 janvier, à 15 heures, devant le tribunal de prud'hommes d'Annemasse.

Correspondant LO

# La crise se développe... quoi qu'en disent le patronat et le gouvernement

Pour la première fois, le chômage a dépassé officiellement les 10 % dans les seize pays de la zone Euro, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis la création de cette zone il y a dix ans.

Pour les 27 pays de l'Union européenne le taux de chômage est de 9,4 %, et aux USA il est de 10 %. Quant aux jeunes de moins de 25 ans, plus d'un sur cinq est au chômage : 21 % dans la zone Euro et 21,4 % dans l'Union européenne !

On n'avait pas besoin de ces chiffres officiels d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, pour savoir que la crise a touché tous les pays européens et que le chômage y a explosé, conséquence de cette crise mais aussi et surtout de la politique des patrons qui fait payer aux classes populaires la diminution de l'activité économique. Dans toute l'Europe les patrons ont licencié les intérimaires et les entreprises, gran-

des et moins grandes, ont procédé à des suppressions d'emplois massives, même quand elles continuaient à faire des bénéfices.

Depuis novembre 2008, Eurostat donne le chiffre de 4 978 000 chômeurs de plus dans l'Union européenne et de 3 041 000 de plus dans la zone Euro. Au total on arrive au chiffre énorme de 22 899 000 hommes et femmes au chômage dans l'Union européenne, dont 15 712 000 dans la seule zone Euro.

Mais la réalité est encore bien pire, car les chiffres officiels d'Eurostat, comme ceux de Pôle emploi ici, la maquillent pour la rendre plus présentable. Ainsi Eurostat ne comptabilise que les personnes de 15 à 74 ans qui sont sans travail mais sont disponibles pour commencer à travailler dans les deux semaines, et qui ont activement recherché un emploi dans les quatre semaines précédentes. Voilà une



définition du chômage qui permet de ne pas compter tous ceux qui ont des temps partiels imposés ou, pire, ne trouvent que quelques heures à faire par-ci par-là.

Sarkozy, en présentant ses vœux, avait évoqué la sortie de crise – quelle sortie ? – et la relance, allant même jusqu'à dire que la France avait mieux

supporté la crise que ses voisins. Sa ministre des Finances Christine Lagarde nous chante le même air dès qu'on lui tend un micro, mais elle n'est pas plus convaincante. En effet comment croire ces discours officiels, alors que même les statistiques officielles montrent que la crise continue de sévir ?

Il faut arrêter cette catas-

trophe sociale qui prive de gagne-pain des dizaines de millions de travailleurs en Europe et dans le monde. Et le premier pas en ce sens serait d'imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous.

Cédric DUVAL

## • Les banques centrales et la crise financière

### En attendant que la bulle crève

Lundi 11 janvier les dirigeants des banques centrales des dix pays les plus riches du monde se sont réunis à Bâle, en Suisse, pour coordonner leurs politiques financières. Ils ont constaté une fois de plus que les milliers de milliards de crédits quasi gratuits que les banques centrales, c'est-à-dire en fait les États, ont accordés aux banques privées depuis septembre 2008 ont servi à ces dernières à spéculer. Parallèlement, dans un rapport publié en décembre, la Banque centrale européenne note que le crédit accordé aux entreprises non financières, entre autres à l'industrie, continue à se rétrécir. Pourquoi en effet les banquiers investiraient-ils dans la production, alors que la spéculation leur rapporte plus et plus vite ?

D'autant que, contrairement aux affirmations et aux pronostics des gouvernements, la crise de l'économie productive, celle qui fabrique vraiment quelque chose, est loin d'être terminée. D'après les chiffres publiés par l'Insee le 6 janvier, la production industrielle en France, après avoir stagné depuis 2005 autour de l'indice 100, avoir monté à l'indice 103 à

la mi-2007 et descendu à 87 au 1<sup>er</sup> janvier 2009, reste, en novembre, en dessous de 90, restant donc en recul de plus de 10 % depuis le début de la crise ouverte en septembre 2008. En outre ce recul est encore plus marqué dans le secteur des biens d'équipement des entreprises, avec moins 17,8 % en un an, et moins 26 % pour le seul secteur des machines-outils. Pas d'investissement à long terme, pas d'immobilisation de capital, pas d'espoir que les consommateurs auront de quoi acheter des biens réels : les capitalistes préfèrent miser sur tout et n'importe quoi plutôt que sur le développement de l'économie productive.

Après que les États ont épongé leurs dettes et racheté leurs actifs pourris, les banques ont donc repris leurs spéculations. Malgré toutes les déclarations des gouvernements jurant que désormais la finance serait encadrée et qu'ils ne laisseraient plus la spéculation menacer la stabilité du système financier international, ce dernier se retrouve dans le même état qu'avant septembre 2009 : prêt à exploser.

Jean-Claude Trichet, prési-

dent de la Banque centrale européenne, parlant au nom de l'ensemble de ses collègues, a recommandé aux banquiers d'être raisonnables, de ne pas exagérer sur les marchés spéculatifs dangereux, de prêter aux entreprises, de ne pas distribuer trop de dividendes à leurs actionnaires et de faire des économies car, a-t-il dit, le temps de l'argent facile finira un jour. Un jour peut-être, mais pas tout de suite. Une nouvelle émission des banques centrales en direction des banques privées, et aux

mêmes taux, est d'ores et déjà prévue pour le 31 mars prochain.

Les dirigeants des banques centrales savent que les milliards qu'elles ont distribués, gonflés par la spéculation, risquent de faire sauter le système financier international, par l'explosion d'une « bulle spéculative », par la faillite d'un État insolvable, par la perte de confiance dans des monnaies si généreusement distribuées. Mais elles savent aussi que, si elles arrêtent de graisser le sys-

tème en y introduisant sans cesse des crédits, celui-ci risque de se bloquer comme en septembre 2008. Le jeu de casino continue, car le croupier continue de distribuer gratuitement des grosses plaques aux joueurs.

L'impuissance et la servilité de ceux qui prétendent agir sur l'économie seraient seulement ridicules, si elles ne coûtaient pas si cher à toute la société.

Paul GALOIS

## • La taxe sur les bonus des traders

### Indolore

Christine Lagarde, ministre de l'Économie, vient de mettre au point une taxe sur les bonus des traders opérant en France. Pour la ministre, cette taxe est une mesure de justice car, dit-elle, « <|>sans les concours exceptionnels de l'État aux banques, elles n'auraient pas pu réaliser les bénéfices engrangés ces derniers mois. Dans ces conditions, il est

justifié que les Français soient associés à ces résultats. »

Le moins qu'on puisse dire est que les « associés » ne sont pas traités sur un pied d'égalité, dans cette curieuse affaire. L'État a en effet avancé ou offert tous les fonds, des centaines de milliards d'euros, et ne reçoit que 90 millions (sur les 360 que rapportera la taxe), alors que les banques conser-

vent la quasi-totalité de leurs milliards d'euros de bénéfices (plus de 4,5 milliards pour la seule BNP et pour seulement les neuf premiers mois de l'année). Après avoir offert aux banquiers une Rolex, payée avec l'argent public, Lagarde accepte avec reconnaissance qu'ils lui donnent l'heure.

P. G.

### • Lycée Darius-Milhaud – Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne)

# Meurtre du jeune Hakim Derrière un événement dramatique la responsabilité du gouvernement

**Vendredi 8 janvier vers 10 h 30, un élève a été poignardé par un de ses camarades dans les couloirs du lycée Darius-Milhaud, à la suite d'une dispute qui a tourné au drame. Hakim est décédé le soir même à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil.**

Cet événement a bouleversé tous les élèves et le personnel du lycée. Les cours ont été suspendus. Le rectorat a envoyé sur place dans l'après-midi du vendredi des équipes spéciales de psychologues, des inspecteurs et une « équipe mobile de sécurité » composée d'une dizaine d'agents en tenue verte censés reconforter les élèves.

Jean-Luc Laurent, maire du Kremlin-Bicêtre, et Jean-Paul Huchon, président du Conseil régional d'Île-de-France, ont déclaré l'un qu'il n'y avait eu « aucun incident notable dans cet établissement dans les années précédentes », l'autre que « le lycée était bien protégé. On avait mis des portiques de sécurité et des caméras de vidéosurveillance voilà un an et demi. Il n'y a pas de problèmes de sécurité. » Autant de mensonges grossiers (il n'y a jamais eu un tel portique...) et de mauvaise foi qui ont choqué bien des membres

du personnel, parents et élèves.

Les ministres de l'Intérieur Hortefeux et de l'Éducation Chatel, arrivés sur les lieux, se sont contentés de rendre des hommages et de déclarer en substance que ce drame ne révélait en rien un manque de moyens de fonctionnement. Pourtant, même si ce meurtre a un caractère exceptionnel et qu'il est le résultat d'une explosion incontrôlable de violence, la question de la sécurité et de ses moyens se pose tout de même.

Il faut voir l'état de délabrement de ce lycée, construit il y a plus de trente ans et que la Région tarde à rénover, ne se contentant que de quelques travaux ponctuels et d'urgence ! Et surtout, dans cet établissement de banlieue qui compte environ 1 600 élèves, pour la plupart issus de milieux populaires, une douzaine de postes d'enseignants ont été supprimés par le

ministère à la rentrée 2008. Les agents d'entretien, les personnels techniques, administratifs et de surveillance sont en nombre nettement insuffisant du fait de la suppression des postes et du recrutement au compte-gouttes d'un personnel de plus en plus en statut précaire. Voilà comment se traduit concrètement la politique menée par les gouvernements successifs depuis cinq ans, avec la suppression au total de plus de 50 000 postes de fonctionnaires de l'Éducation nationale.

À Darius-Milhaud, le nombre de surveillants atteint à peine une douzaine d'équivalents temps-plein, ce qui ne fait au quotidien que huit ou neuf adultes présents pour surveiller les cours de récréation, les cinq bâtiments, le réfectoire, les entrées, les salles de permanence, en plus de tout le travail administratif qu'ils doivent assumer. Plus de personnel n'aurait sans doute pas pu empêcher un tel acte, mais leur manque crucial n'arrange évidemment pas la situation.

Alors, lorsque les politiciens

promettent plus de caméras et des portails détecteurs de métaux, cela ne répond en rien à la question de la diminution des actes de violence en milieu scolaire. Cela revient surtout moins cher que d'embaucher les dizaines de milliers de membres du personnel qui manquent cruellement aujourd'hui dans les établissements scolaires de ce pays. Mais ce qu'il faudrait, ce sont justement des moyens humains pour encadrer réellement les jeunes et créer de véritables rapports sociaux, formateurs et éducatifs.

Quand Sarkozy parle de « sanctuariser » les lycées, il se moque du monde, car non seulement sa politique de réduction du personnel va strictement à l'inverse de cela, mais chacun sait bien que l'école n'est pas en dehors de la société et des difficultés croissantes auxquelles les familles des élèves sont confrontées, surtout celles des milieux les plus populaires. Et ce sont ces difficultés qui sont bien souvent à l'origine de telles violences.

Correspondant LO

### • Paris 20<sup>e</sup> - Ménilmontant

# Des intérimaires sans papiers en grève depuis deux mois et demi

Comme dans une cinquantaine d'entreprises en région parisienne, 35 intérimaires employés par la société d'intérim du BTP Multipro occupent l'agence dont ils dépendent depuis des années, 146 boulevard de Ménilmontant dans le 20<sup>e</sup> arrondissement.

Leur patron refuse toute négociation. Après avoir tenté de les intimider en envoyant la police, il a saisi la justice pour réclamer leur évacuation. Les grévistes occupent toujours l'agence et une tente est installée sur le trottoir. N'obtenant pas, pour le moment, l'exécution de l'expulsion manu militari des grévistes, le gérant de l'agence est venu lundi 11 janvier enlever tous les dossiers et le matériel informatique. Cette grève est dure et longue, mais les 35 grévistes de cette agence reçoivent des aides des habitants du quartier et de travailleurs, dont des immigrés régularisés suite au mouvement de 2008. Des mili-

tants CGT et d'autres syndicats, de partis et d'associations locales apportent aussi leur aide.

En Île-de-France, 6 000 travailleurs sont donc toujours en grève pour obtenir des papiers et le respect de leurs droits, et le gouvernement refuse toujours de négocier leur régularisation. Samedi 9 janvier, malgré le froid, les grévistes ont encore démontré leur détermination en manifestant en direction de l'Élysée à plusieurs milliers, partis de la rue Baudelique dans le 18<sup>e</sup>, où des collectifs de sans-papiers occupent des bâtiments désaffectés baptisés

« Ministère de la régularisation globale de tous les sans-papiers ». Chaque semaine, en plus de la tenue des piquets de grève, ils organisent des actions. L'une des prochaines manifestations est prévue autour de l'Assemblée nationale, où de nombreux travailleurs sans papiers participent à des tra-

voux de rénovation.

Le soutien de la population et des travailleurs à cette grève est nécessaire. Il faut faire sortir le gouvernement de son silence et lui imposer la régularisation de tous les travailleurs sans papiers et de leurs familles.

Louis BASTILLE



### • Paris 10<sup>e</sup>

# La situation précaire des réfugiés afghans

Dimanche 10 janvier, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées au bord du canal Saint-Martin à Paris pour réclamer aux pouvoirs publics d'ouvrir des hébergements chauffés pour les 150 réfugiés afghans qui en cette période de grands froids passent leurs nuits sous les ponts de ce canal. Plusieurs personnalités étaient présentes, comme la chanteuse Jane Birkin et le prix Goncourt, l'Afghan Atiq Rahimi.

Après avoir été chassés de la gare de l'Est, puis du square Villemin depuis le mois d'août par la Mairie de Paris, ces réfugiés, en général des jeunes garçons parfois mineurs, fuient l'embrigadement obligatoire dans l'une des factions en guerre dans leur pays pour tenter de rejoindre leurs familles et amis, en particulier réfugiés en Angleterre. Depuis des années, ils se regroupent autour de cette gare, comme ils le faisaient et le font toujours dans le Calais, et ils réclament la liberté de circulation.

Depuis ce rassemblement et devant la carence criminelle des pouvoirs publics, le propriétaire d'un local chauffé de 500 m<sup>2</sup>, inutilisé la nuit et situé non loin de là, quai de Jemmapes, l'a ouvert dans l'urgence aux réfugiés, avec l'aide des associations Emmaüs et des Enfants de Don Quichotte. Mais ce local ne pourra plus être utilisé à partir du 19 janvier. D'ici là, le ministre Besson acceptera-t-il d'ouvrir un refuge chauffé, ou bien choisira-t-il d'inculper le propriétaire de ce local quai de Jemmapes pour assistance à des sans-papiers ?

L. B.

• Guadeloupe.

## Succès de la manifestation du 9 janvier Poursuite de la mobilisation du LKP

Le LKP (Lyannaj kont pwoffitasyon – Alliance contre la surexploitation) appelle à une grande manifestation samedi 9 octobre à Pointe-à-Pitre. Rappelons que ce collectif, qui regroupe 48 organisations syndicales, politiques et plusieurs associations, avait dirigé la grève générale de 44 jours du 20 janvier au 4 mars 2009.

Cette manifestation a été un succès incontestable en rassemblant plusieurs milliers de personnes, près de 10 000, dont une grande majorité de travailleurs. Elle était l'aboutissement d'une nouvelle campagne de mobilisation et de meetings organisée au cours des jours précédents suite à l'augmentation des prix des carburants.

En effet, l'État a augmenté les prix de l'essence et du gazole de 4 centimes le 1<sup>er</sup> janvier. Une première augmentation avait pris effet au mois de septembre.

Ces augmentations sont une

violation des accords de fin de grève générale signés le 4 mars dernier. Ils prévoyaient en effet qu'aucune augmentation des carburants n'interviendrait tant qu'il n'y aurait pas d'étude réelle et de transparence sur la formation des prix des carburants en Guadeloupe. Voilà donc ce qui a accru la colère d'une grande partie de la population. Colère d'autant plus justifiée qu'une partie des accords signés le 4 mars 2009 ne sont pas respectés, comme le volet concernant l'augmentation de 200 euros.

L'accord prévoyait que seraient éligibles aux 200 euros d'augmentation tous ceux qui percevoient moins de 1,4 fois le smic, hors primes et accessoires. Or l'État et les patrons ont inclus les primes et les accessoires, ce qui exclut des milliers de travailleurs qui auraient dû bénéficier de cette mesure. D'autre part, dans la procédure d'extension de l'accord, le ministère du Travail a supprimé l'article qui prévoyait qu'après trois ans la part de l'État dans ces 200 euros



La manifestation à Pointe-à-Pitre le 9 janvier 2010.

• Référendum en Guyane et Martinique

## Victoire du non

En Guyane comme en Martinique, les électeurs étaient appelés le 10 janvier à se prononcer par référendum sur un changement de statut qui leur aurait donné une plus grande autonomie. La Guadeloupe n'était pas concernée, les élus locaux ayant demandé au gouvernement un délai de dix-huit mois avant d'organiser une telle consultation.

Les électeurs se sont massivement prononcés en faveur du non, par 69,8 % des voix en Guyane et 79,60 % en Martinique. Le rejet du changement de statut est d'autant plus significatif que la participation atteint un taux de plus de 49 % en Guyane et de 55 % en Martinique, ce qui traduit une forte mobilisation de la population, traditionnellement peu attirée par les urnes.

La conséquence de ce vote est qu'une seconde consultation sera organisée le 24 janvier.

Elle portera, cette fois, sur la fusion en une Assemblée unique des Conseils généraux et régionaux de ces deux départements.

En Martinique, au fil des jours, il semblait bien que les tenants du oui à l'article 74 de la Constitution, proposant plus d'autonomie, ne réussiraient pas à entraîner l'adhésion de la population. Ces partisans de l'article 74 étaient regroupés dans le Rassemblement martiniquais pour le changement (RMC), avec le Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM) parti d'Alfred Marie-Jeanne, président de la région, le Rassemblement démocratique de Martinique (RDM), parti de Claude Lise, président ex-PPM du Conseil général, le Modémas, mouvement du souverainiste et écologiste Garcin Malsa, Bâtit le pays Martinique du maire du Lamentin ainsi que d'autres, parmi lesquels 14 maires sur les 34 que compte l'île.

Des échos venant des travailleurs et des milieux populaires indiquaient clairement que ces

derniers ne se retrouvaient pas dans les explications données par les partisans du 74, qu'il n'y avait rien de bon pour eux.

Pendant ce temps, les tenants du « non », avec d'un côté la droite de l'UMP et des Forces martiniquaises de progrès, mais aussi le Parti progressiste martiniquais fondé par Aimé Césaire, la Fédération socialiste de Martinique ou d'autres mouvements de la gauche traditionnelle, prenaient de l'assurance.

Néanmoins, au soir du 10 janvier, l'importance du vote non a surpris une grande partie de la classe politique, et en tout premier lieu les tenants du oui.

Sur les quatorze communes où les maires avaient fait campagne pour le oui, seules deux, dont celle de Rivière-Pilote fief de A. Marie-Jeanne, se sont prononcées à une courte majorité pour le oui. Dans les douze autres, la population n'a pas suivi et s'est prononcée pour le « non » dans des proportions identiques voire plus importantes que le reste de la Martinique.

De façon générale ces élus, qui avaient fait mine de se réclamer des mobilisations de février 2009 pour présenter à la population leur recette statutaire, ont été bel et bien désavoués.

Lors de la soirée électorale, les leaders du oui, tels le président de la région, Marie-Jeanne, ou celui du département, C. Lise, ont déclaré que « la seule perdante, c'est la Martinique » et aussi que la population avait réagi, cette fois encore, par un « réflexe de peur ».

La droite, de son côté, se frottait les mains.

Quant au PPM du député-maire de Fort-de-France Serge Letchimy, dans une déclaration officielle, il s'est dépêché de se mettre aux avant-postes, se félicitant de cette « victoire du peuple » et de ce qu'il qualifie de « vote de la sagesse » et appelant sans exclusive « tous les enfants de la Martinique » à se retrouver pour un changement... en votant oui à l'Assemblée unique... dans le cadre de l'article 73, lors de la consulta-

tion du 24 janvier prochain.

Ghislaine Joachim-Arnaud, dirigeante de Combat Ouvrier, a pour sa part fait parvenir une déclaration à la presse, indiquant notamment : « La méfiance de la majeure partie des travailleurs et de la population pauvre envers les politiciens a été plus forte que leur désir de donner naissance à un statut avec plus de pouvoir de décision local. »

Tous ces politiciens n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes ! C'est leur refus de s'engager sur quoi que ce soit concernant les intérêts des couches laborieuses et pauvres qui a créé la méfiance ; et leurs silences sur les problèmes importants n'ont fait qu'alimenter cette méfiance.

Nous, Combat Ouvrier, n'avions donné aucune consigne de vote, car nous ne voulions pas cautionner les actes passés, présents ou futurs de politiciens qui se moquent bien des intérêts et des aspirations des travailleurs. Cette consultation était un faux choix ! »

Elle poursuit sur le vote du 24 janvier : « Ce qui sera voté pour la

serait payée par les patrons. D'autres accords encore n'ont jusqu'à présent pas été respectés, en tout ou partie.

Et puis le sentiment général qui se dégage est que l'État et le grand patronat veulent se venger de la peur que la grève générale leur a causée, revenir petit à petit sur les avantages obtenus, saper l'influence du LKP et surtout dissiper le sentiment de victoire parmi les travailleurs après cette grève générale de janvier et février 2009

C'est dans ce contexte que l'augmentation des prix des carburants a causé un regain de colère. D'autant que la Sara (Société anonyme de raffinage des Antilles), dont Total est le principal actionnaire, venait de percevoir de l'État une enveloppe de 44 millions d'euros et en attend une autre de 50 millions pour soi-disant combler les pertes qu'elle aurait subies lors de la grève générale. Une grande partie de cet argent se retrouvera dans les caisses de Total, qui a réalisé un profit net de 15 milliards de dollars à

l'échelle de l'ensemble du groupe en 2008. Un véritable scandale, à tel point qu'à un moment il a été à nouveau question de grève générale.

La « grève générale » n'a jamais été un mot d'ordre central du LKP ou de son porte-parole Élie Domota. Mais il est vrai que cette perspective se discutait ici et là. D'autant que les syndicats membres du LKP ont déposé un préavis de grève générale à compter du 9 janvier, pour couvrir par précaution les travailleurs qui auraient décidé de se mettre en grève dans un certain nombre d'entreprises.

Inquiet, le pouvoir a dépêché plus de 500 gendarmes supplémentaires sur l'île. Ils sont en faction devant certains grands centres commerciaux comme celui des Abymes ou de Baie-Mahault. Ils circulent dans des camions militaires remplis d'hommes dans la zone industrielle de Jarry et se postent aux croisements. Ils roulent aussi d'un bout à l'autre de l'île, craignant sans doute des barrages ou des blocages, sous l'œil goguenard des travailleurs et de la population. Ces touristes très « spéciaux » ont même déclaré à certains qu'on leur avait dit qu'une « insurrection » se préparait en Guadeloupe !

Non, pour l'instant ce qui se prépare après le 9 c'est la poursuite de la mobilisation avec trois meetings du LKP, à Anse-Bertrand, Port-Louis et Petit-Canal, pour soutenir cette fois-ci les petits paysans dont on veut récupérer les terres. Le 20 janvier un grand meeting est prévu à Pointe-à-Pitre à l'occasion du premier anniversaire de la grande grève générale, suivi d'une semaine de mobilisation sous forme de meetings, débats, poursuites des assemblées générales dans les entreprises.

Pour sourire un peu, disons que, si l'heure n'est évidemment pas à « l'insurrection » sur l'île, elle n'est même pas, dans l'immédiat tout au moins, à une réédition des 44 jours de grève générale. Cependant la manifestation du samedi 9 a été une première réponse massive à la politique du gouvernement.

Pour sourire un peu, disons que, si l'heure n'est évidemment pas à « l'insurrection » sur l'île, elle n'est même pas, dans l'immédiat tout au moins, à une réédition des 44 jours de grève générale. Cependant la manifestation du samedi 9 a été une première réponse massive à la politique du gouvernement.

Marianne Tibus

• Île de La Réunion

## Grandes manœuvres sucrières et intérêt des travailleurs

Le groupe sucrier Tereos (ex-Béghin-Say), qui détenait jusqu'à présent 40 % des parts du groupe réunionnais Quartier-Français, en est devenu le principal actionnaire. Avec cette augmentation de participation, Tereos détient désormais le monopole de la production du sucre à La Réunion.

Xavier Thieblin, l'actuel PDG du groupe Quartier-Français, parle de « d'évolution logique ». C'est en effet la logique capitaliste, avec en point de mire le profit, qui pousse les grands patrons à se structurer ou à se restructurer et à concentrer leur capital.

Entre 2007 et 2008 Tereos a fermé trois de ses usines sucrières en France métropolitaine, celles de Marconnelle, de Vic-sur-Seine et d'Abbeville, qui employaient plus de trois cents ouvriers permanents et saisonniers. Le prétexte était alors de répondre aux directives de la Politique agricole commune (Pac) de l'Union européenne, qui prévoient d'ici 2015 une diminution de 30 % de la production de sucre en Europe. Mais si de nombreux travailleurs ont payé par la perte de leurs emplois, Tereos, lui, n'a

rien perdu. Ces fermetures d'usines ont été compensées par des subventions de l'Europe, de l'ordre de 625 euros par tonne de sucre abandonnée. Et puis, la diminution de la production du sucre s'est faite au profit de la production d'éthanol et d'alcool, subventionnée, elle, au titre de la « diversification ».

C'est dire qu'avec le soutien de l'État Tereos joue gagnant sur tous les tableaux. Qu'une mesure plus ou moins contraignante soit prise, concernant par exemple les quotas, et aussitôt arrive une compensation financière sur fonds publics.

Tereos a d'ailleurs toutes possibilités de faire face aux évolutions prévisibles des marchés telles que les envisagent les organisations mondiales du commerce. En prévision des possibilités qu'ont dorénavant les pays pauvres d'exporter leur production sur les marchés auparavant protégés, Tereos s'est développé dans plusieurs pays, dont le Brésil où il produit plus de 1,10 million de tonnes de sucre (quasiment autant qu'en France) ; sucre qu'il revend y compris en Europe. D'un bout à l'autre de la chaîne, les usiniers et les gros planteurs qui leur sont liés

s'enrichissent, bien arrosés qui plus est par l'argent public.

La prise de contrôle du groupe Quartier-Français par Tereos a suscité nombre de réactions dans l'île. La presse de droite mais aussi celle du Parti Communiste Réunionnais ont présenté les choses comme une « mainmise de betteraviers français sur l'industrie sucrière réunionnaise », laissant entendre que les planteurs de canne à sucre de l'île seraient tombés sous la coupe des agriculteurs betteraviers de France. Mais il s'agit en fait d'une prise de contrôle majoritaire d'un important trust (Quartier-Français, qui produit non seulement à La Réunion mais aussi au Mozambique et en Tanzanie) par la multinationale Tereos. Et même s'il y a de gros propriétaires terriens parmi les actionnaires de Tereos, ce groupe est avant tout dirigé par des financiers. À son capital participe d'ailleurs le Crédit Agricole. Le chiffre d'affaires de Tereos avoisine les quatre milliards d'euros. Il emploie 13 000 salariés permanents, cultive 920 000 hectares de terres, produit 2,9 millions de tonnes de sucre et 1,5 million d'hectolitres d'alcool-éthanol.

À prétexte de critiquer la politique mise en œuvre par ces grands groupes capitalistes, il ne s'agit surtout pas d'opposer les travailleurs ou les petits planteurs d'un pays à ceux d'autres pays, mais plutôt de rechercher ce qui les unit contre leurs exploiters communs. Parmi ceux-ci il y a Xavier Thieblin, le principal dirigeant du groupe Quartier-Français, à qui certains reprochent de ne pas avoir choisi une « solution réunionnaise ». C'est là tout bonnement ridicule. En tant que capitaliste, et comme tous les capitalistes, il a choisi la solution la plus profitable pour lui et ceux qu'il représente.

Pour les capitalistes, il n'y a ni problèmes réunionnais ni solutions réunionnaises, il y a seulement des solutions capitalistes aux problèmes qui se posent aux capitalistes. Quant aux travailleurs, leur problème est de savoir comment faire valoir leurs intérêts face à ceux des capitalistes, « réunionnais » ou non, en particulier la sauvegarde de tous les emplois et de salaires qui leur permettent de vivre dignement.

Émile GRONDIN



Chargement de cannes devant une sucrerie.

Pierre JEAN-CHRISTOPHE



• Afghanistan

# Dehors, les troupes de l'OTAN !

**L'officier français grièvement blessé, lundi 11 janvier, lors d'une attaque en Afghanistan qui avait déjà causé la mort d'un sergent-chef du 402<sup>ème</sup> régiment d'artillerie, est mort à son tour, portant à 38 le nombre de soldats français tués depuis le début de l'intervention des troupes de l'OTAN en 2001.**

Le même jour, trois soldats américains avaient été tués lors d'affrontements avec des insurgés. Les États-Unis et la Grande-Bretagne auraient perdu deux fois plus d'hommes l'an dernier que lors des années précédentes.

Comment s'en étonner ? L'occupation militaire des grandes puissances impérialistes, France comprise, qui représente un ensemble de 110 000 hommes (sans compter le renfort annoncé par Obama de 30 000 soldats US supplémentaires) nourrit la situation insurrectionnelle d'une grande partie du pays. Les troupes occupantes doivent affronter de multiples groupes armés. La majorité des soldats occupants qui tombent

dans ce conflit sont tués par des explosifs qui sautent sur des routes. Ce n'est pas étonnant, l'OTAN a comptabilisé en 2009 plus de 7 200 engins explosifs contre 81 en 2001.

Les grandes puissances avaient prétendu être venues pour chasser le régime des Talibans et rétablir la démocratie. Mais la force des baïonnettes a engendré un chaos qui ne cesse de grandir. Les multiples promesses d'offrir à la population ne serait-ce qu'une aide humanitaire élémentaire n'ont pas plus été tenues.

Quand les cadres de l'armée américaine sur place ont l'occasion de s'entretenir avec des chefs de tribus, comme le raconte une dépêche de l'agence Reuters, ils découvrent que la population se plaint du manque d'eau et d'électricité. En effet, le peu d'aide qui peut arriver est le plus souvent accaparée par les notables des différents clans en rivalité. Et, de toute façon, une bonne part des promesses d'aide est restée dans les cartons des différentes armées d'occupation.

Et ce n'est pas en tirant contre une manifestation de mécontents qui tentait de

s'emparer d'un édifice public à Garmsir, dans le sud du pays, comme viennent de le faire, mardi 12 janvier, les troupes de l'OTAN et les forces de sécurité afghanes, qu'elles convaincront la population de ne pas rejoindre les rangs des groupes armés qui affrontent les troupes occupantes, bien au contraire.

En Afghanistan, l'escalade militaire continue, mais y envoyer plus de soldats ne permettra pas aux forces occupantes de prendre le dessus. Étant donné la dégradation des rapports entre la population et les forces occupantes, les grandes puissances ne parviendront pas à sortir du guépier afghan sans rechercher une solution politique, c'est-à-dire une forme de compromis avec les groupes armés qui leur résistent ce qui, pour la population afghane, ne se traduira pas forcément par une amélioration de sa situation. Pour l'instant, l'OTAN fait payer au prix fort son obstination à cette population... et aussi à ses propres soldats.

Hors d'Afghanistan, les troupes de l'OTAN !

Jacques FONTENOY

• Enclave de Cabinda

# Derrière le football, l'enjeu du pétrole

**L'attaque meurtrière contre le bus transportant les footballeurs de l'équipe nationale du Togo, dans l'enclave de Cabinda, a remis sur le devant de la scène un conflit dont le pétrole est le principal enjeu.**

L'enclave de Cabinda est une petite province de l'Angola, coincée entre les deux Congos (le Congo-Brazzaville et la République du Congo). Elle est totalement séparée du reste de l'Angola par une bande de terre d'environ 60 km de large, constituant l'unique débouché maritime de la République du Congo voisine.

Le Cabinda, parfois surnommé le « Koweït de l'Afrique », tant son sous-sol regorge de pétrole, produit aujourd'hui plus de la moitié du pétrole de l'Angola et contribue à faire de ce pays le premier producteur de pétrole africain, devant le Nigéria. Par leur participation dans les deux compagnies locales, la compagnie américaine Chevron, le français Total et l'italien ENI sont les seuls à bénéficier de cette richesse. Leurs employés vivent enfermés sur des plates-formes off-shore ou dans des camps entourés de centaines de soldats. Quant à la population locale, elle ne bénéficie d'aucune retombée, même pas d'infrastructures minimum, et ce n'est pas la construction d'un luxueux stade afin d'accueillir les épreuves de foot de la Coupe d'Afrique des nations qui changera quelque chose à ce manque d'écoles ou d'installations sanitaires.

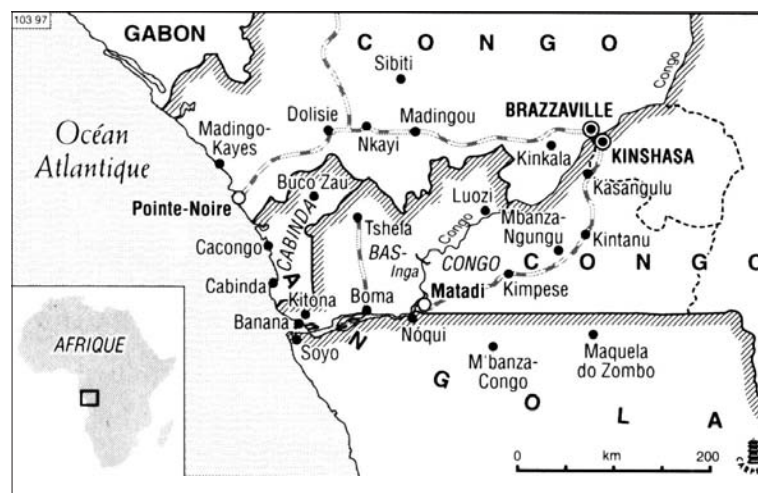
versé par les forces armées angolaises.

Dans les années qui suivirent, le combat des séparatistes cabindais ne cessa pas pour autant. Il fut même attisé par des puissances régionales et internationales, motivées principalement par les ressources pétrolières de l'enclave, mais aussi par la volonté d'affaiblir le régime angolais au pouvoir depuis 1975. Tandis que le régime cubain soutenait, y compris militairement, celui de l'Angola, les États-Unis et la France, soucieux des intérêts de leurs trusts pétroliers, soutinrent le FLEC. L'ex-dictateur congolais Mobutu qui lorgnait sur les puits de pétrole cabindais fit de même. L'Afrique du Sud, rival de l'Angola pour le leadership régional, soutint également les séparatistes.

Suite à l'éclatement de l'URSS, la nouvelle donne à l'échelle mondiale eut des répercussions dans cette région. Les séparatistes perdirent leurs soutiens, tandis que les pétroliers renouèrent avec l'Angola.

Plus récemment, le gouvernement angolais tenta de régler ce conflit, en offrant à certains notables du FLEC de le rejoindre. Antonio Bento Bembe devint ainsi ministre, mais plusieurs tendances du FLEC dirent vouloir poursuivre la guérilla contre les forces armées angolaises et un régime rongé par la corruption. Deux d'entre elles revendiquent aujourd'hui l'attaque contre le bus des footballeurs togolais.

En voulant organiser dans la ville de Cabinda des compétitions de la Coupe d'Afrique des



Au moment de l'indépendance de l'Angola en 1975, le Front de Libération de l'enclave de Cabinda (FLEC), qui n'avait pas été invité aux négociations, avait proclamé l'indépendance de ce territoire et mis en place son propre gouvernement. Mais quelques mois plus tard, en novembre 1975, il fut ren-

nations, le pouvoir pensait sans doute affirmer sa reprise en main de l'enclave. La démonstration est plutôt ratée.

Le pétrole, lui, continue à couler pour le plus grand profit des actionnaires de Chevron, Total et ENI.

Roger MEYNIER

• Dubaï :

# Suppose qu'on ait de l'argent... (air connu)

**Le gratte-ciel le plus haut du monde à peine inauguré, Dubaï doit prochainement faire sortir des sables du désert la réplique à l'échelle 1/1 de l'ensemble du quartier historique du Vieux Lyon.**

Le cheik dubaïote al-Gandhi serait tombé amoureux de ce quartier, et, la nature faisant bien les choses, il peut facilement se permettre de s'en offrir un double rien que pour lui. Encore mieux, il est président d'Emivest, l'un des gros promoteurs semi-publics qui bétonne Dubaï en tous sens et trois dimensions. Grâce à cela devrait voir le jour sur 300 hectares Lyon Dubaï City, un double complet du Vieux Lyon, avec « l'architecture, les monuments, les pavés, les bistrotts, l'ambiance de Lyon », promet le projet. Il prévoit

même d'accueillir des succursales de l'Olympique lyonnais, du restaurateur Paul Bocuse, de l'université Lyon II et de l'Institut Lumière

La nostalgie n'est plus ce qu'elle était : ce romantisme coûteux d'un cheikh milliardaire aura aussi pour but d'« offrir » quelque 10 000 appartements à des investisseurs, des touristes fortunés ou de riches étrangers en mission.

Ce nouveau projet succède au Louvre d'Abou Dhabi, aux îles artificielles en forme de palmier, au record d'altitude de la vertigineuse Burj Khalifa – modeste hommage à l'émir d'Abou Dhabi qui avait obligamment fourni, en décembre dernier, au consortium Dubaï World, les 10 milliards de dollars nécessaires pour éviter la faillite de son géant immobilier Nakheel.

Pas pour autant débarrassé des menaces d'écroulement de ses montages financiers et immobiliers, Dubaï serait à la tête d'une dette publique supérieure à 100 milliards de dollars. 90 % de ses habitants étant constitués d'étrangers, dont la moitié travaillaient dans le BTP, une fraction importante de ceux-ci a déjà quitté l'émirat. Reste donc à la riche famille qui dirige Dubaï à attirer si possible plus encore de touristes fortunés amateurs de chaleur, mais avec air conditionné, et de désert, mais proche de la mer.

Quelles idées délirantes, à base de béton et de technologie, lui viendra-t-il à cette intention ? Reproduire Venise sur une lagune artificielle ou tenter de ressusciter Mozart à parti de son ADN ?

Viviane LAFONT

## • Italie

# La révolte des ouvriers africains

**Après les événements de Rosarno en Calabre, nous publions ci-après la correspondance de nos camarades italiens de « l'Internazionale »**

Rosarno, dans la plaine de Gioia Tauro, est une petite ville calabraise de moins de 16 000 habitants. Comme l'ont largement rapporté les journaux, ce petit centre fameux pour ses plantations d'agrumes et pour la domination de la 'ndrangheta, la mafia calabraise, a vécu trois à quatre jours d'une véritable guerre civile.

Deux jeunes brutes du lieu, dans la nuit du 6 janvier, se sont amusées à tirer au fusil à air comprimé sur trois immigrés, blessant gravement l'un d'eux. Ce n'était pas la première fois. Les centaines d'immigrés travaillant dans les plantations d'agrumes qui s'étendent à perte de vue autour de la ville ont été de nombreuses fois l'objet de ce type d'agression, ainsi que de provocations en tout genre. Cette fois ces travailleurs agricoles n'étaient pas en humeur de baisser la tête, et ils ont réagi. Au nombre de plusieurs centaines ils se sont dirigés vers Rosarno à partir des champs où ils travaillaient et des refuges où habituellement ils trouvent un abri indigne d'un être humain. Il s'est produit ce qui se produit dans de telles circonstances. La colère des travailleurs des champs, presque tous africains, s'est portée de façon aveugle sur les vitrines des magasins, sur les voitures des Rosarnais, sur quelques personnes. En ayant assez d'être traités comme des bêtes, assez de la misère où les maintiennent ceux qui exploitent leur travail, et désespérés aussi par l'aggravation de la crise, ils ont répondu de façon instinctive.

La révolte a peu duré. L'intervention de la police a amené les immigrés à retourner vers leurs refuges.

### UNE VÉRITABLE CHASSE À L'HOMME

Ce qui s'est produit le lendemain et les deux jours suivants ressort des premières pages des principaux quotidiens du 9 janvier : « Rosarno, chasse aux immigrés » titrait par exemple le *Corriere della Sera*. Et cela a été vraiment une chasse. Des groupes de citoyens indignés contre les « bêtes » qui travaillent dans les champs du matin

au soir ont organisé un véritable lynchage. Ils ont tiré, battu jusqu'au sang, incendié les baraques, les voitures, les abris de fortune.

À la fin, ce qu'un journaliste a défini comme du nettoyage ethnique a atteint son but. Accompagnés par la police et les carabinieri qui les embarquaient dans des cars, un millier de travailleurs africains sont partis au milieu des insultes d'une foule d'imbéciles. Beaucoup n'ont même pas touché les quelques sous avec lesquels on les rétribue d'habitude. Le jour précédent, alors que les bâtons brandis par les bandes s'abattaient encore sur les travailleurs africains, le ministre de l'Intérieur Maroni, membre de la Ligue du Nord, déclarait : « *Il y a eu trop de tolérance envers les clandestins* » !

Les jours suivants, les bulldozers ont détruit les constructions, pour la plupart des usines abandonnées, où vivaient les immigrés. Pendant des années, à la saison de la récolte des oranges et des mandarines, ces travailleurs ont dormi dans des logements sans eau, sans électricité, sans hygiène. Tous le savaient : les institutions, la justice, la police, les autorités sanitaires. Le fait était si connu que des reportages de journalistes courageux avaient pu sortir, des émissions de télévision avaient été tournées, etc., Mais personne n'a rien fait.

Y a-t-il dans les désordres de Rosarno une responsabilité

de la 'ndrangheta ? Y a-t-il un rapport avec le contrôle que cette association mafieuse exerce sur tout le territoire ? Y a-t-il un rapport avec les nouveaux critères fixés par l'Union européenne pour rétribuer la culture des agrumes, non plus sur la base du produit mais sur la base du nombre d'hectares cultivés ? Y a-t-il un rapport avec la baisse du prix des oranges du fait de la concurrence internationale ? Probablement oui, probablement tout cela a influé. Parmi les bandes violentes, parmi les « libérateurs » de Rosarno on a pu voir, certainement pas par hasard, le fils d'un des chefs de famille les plus puissants de la 'ndrangheta locale. Le fait ensuite que les financements aux entreprises agricoles arrivent forfaitairement, 1 500 euros à l'hectare, indépendamment de la quantité produite, s'ajoutant à l'écroulement du prix de vente des agrumes, rend souvent plus adéquat de laisser pourrir les fruits sur les arbres plutôt que de les récolter. Évidemment cela rend inutiles une quantité de bras. Et déclencher une sorte de pogrom peut avoir été utile pour éloigner des alentours de la petite ville une masse d'esclaves devenue trop importante et socialement « dangereuse ».

Tout cela est vrai en effet, ou au moins plausible. Mais quel sera le destin de ces travailleurs agricoles ? Envoyés dans d'autres centres du sud de

l'Italie, sans travail, sans rien, ils seront victimes d'autres mafias ou camorras, d'autres patrons sans scrupules.

Le gouvernement s'est dit décidé à affronter le problème du travail illégal dans les campagnes. Le ministre Sacconi promet la « tolérance zéro » pour les exploités. Bavardages que l'on a déjà entendus des milliers de fois.

### ET LA CGIL ?

Entre-temps la proposition circule d'une grande grève nationale des travailleurs immigrés qui devrait avoir lieu le 1<sup>er</sup> mars. Les promoteurs s'inspirent d'une initiative analogue organisée en France le même jour.

Le responsable aux « politiques migratoires » de la confédération syndicale CGIL, Piero Soldini, a mis en doute la possibilité d'une telle grève dans une interview à *l'Unità* du 7 janvier. « *Que les immigrés un jour s'arrêtent tous et fassent sentir leur utilité est une belle suggestion, mais difficilement réalisable* » à cause des chantages que beaucoup peuvent subir, dit Soldini, car ils vivent « *dans des conditions d'assujettissement, de sujétion, d'esclavage moderne dans certains cas* ». Cela rend très difficile qu'ils puissent se mettre d'accord et que « *même un jour seulement ils puissent relever la tête* ». Le dirigeant confédéral poursuit son raisonnement en soutenant que la grève des seuls immigrés est une forme d'auto-ségrégation qui

serait une erreur stratégique et que mieux vaudrait une grève générale, même d'une heure seulement, mais de tous contre le racisme.

Mais le problème est le suivant : si la confédération syndicale la plus forte d'Italie, la CGIL justement, avec ses plus de cinq millions d'inscrits, n'a pas été amenée à la grève générale par ces épisodes honteux de lynchage, de chasse au Noir, si des ouvriers agricoles pris pour cible à coups de bâton et de fusils n'ont pas été un motif suffisant pour déclarer immédiatement une grève générale ou au moins pour exprimer d'une façon forte et puissante la solidarité avec les ouvriers africains, comment peut-on prétendre que les immigrés ne cherchent pas leur propre voie, y compris peut-être en courant vraiment ce risque d'auto-ségrégation ?

Du reste, aussi bien la CGIL que les autres syndicats ont encore tout le temps d'unir leurs forces et d'appeler tous les travailleurs, italiens et étrangers, à une mobilisation qui ne soit pas seulement symbolique contre la surexploitation qui frappe, certainement avec des formes et des modalités diverses, tout le monde du travail. Contre le racisme, qui est le poison répandu par tous ceux qui, au nord comme au sud, craignent que le mécontentement et la colère des ouvriers immigrés conflue avec celui des ouvriers italiens.

Correspondance

## • Algérie

# Grève à la SNVI de Rouiba

Depuis le 3 janvier, les travailleurs de la SNVI (Société nationale véhicules industriels) sont en grève. Cette entreprise de 5 500 travailleurs fabrique des bus et des camions à Rouiba à 30 kilomètres à l'est d'Alger et la grève y a démarré spontanément. Les grévistes contestent les résultats de la dernière réunion tripartite de décembre qui a réuni le gouvernement, le patronat et la centrale syndicale UGTA et qui a décidé de « revaloriser » le smic de 12 000 à 15 000 dinars (130 euros).

Cette augmentation est en effet dérisoire face à la flambée des prix. Elle est d'ailleurs en partie annulée du fait qu'un

article du code du travail intègre un certain nombre de primes dans le calcul du smic. La tripartite a annoncé également la suppression de la retraite au bout de 32 ans d'activité. Dorénavant, il faudrait travailler 40 ans avant de partir en retraite. Tout cela s'est fait avec la caution de Sidi Said, le dirigeant de l'UGTA, qui a présenté les résultats de la tripartite comme une grande victoire.

Les travailleurs ne l'entendent pas ainsi. La colère a éclaté à la SNVI et la grève s'est étendue à l'ensemble des entreprises de la zone industrielle de Rouiba. Évidemment, la centrale UGTA a tout fait pour casser la grève.

Les syndicalistes de base de la SNVI et de la zone industrielle, eux, semblent avoir été surpris au début de la grève, mais certains en ont pris la tête sous la pression des grévistes. Ceux-ci se heurtent également quotidiennement aux forces de police et de gendarmerie massivement mobilisées. Celles-ci cherchent à les empêcher de marcher en direction de la ville de Rouiba.

Aux dernières nouvelles, le mouvement semblait se renforcer et s'étendre. La grève était générale dans la zone industrielle.

Le mécontentement est général en Algérie. Au mois de novembre, une grève des

enseignants a fait reculer le gouvernement. Il y a actuellement une grève des praticiens de santé. Le 12 janvier, les travailleurs d'ArcelorMittal, à Annaba, se sont mis en grève pour empêcher la fermeture de la cokerie. Ces jours derniers, les journaliers du port d'Alger ont débrayé pour obtenir leur titularisation.

Les travailleurs de Rouiba vont-ils montrer la voie vers un mouvement général ? En tout cas, on se souvient que les événements d'octobre 1988 avaient été précédés et déclenchés par une grève à la SNVI de Rouiba.

Bruno COSTEL

## • Dirigeants du CAC40

# Une centaine d'hommes sans contrôle dirigent la société

Les 40 entreprises du CAC 40 sont aux mains d'une centaine d'individus. Les dirigeants des unes sont membres du conseil d'administration des autres et vice-versa.

Ainsi 98 personnes possèdent 43 % des droits de vote des grandes sociétés françaises, et peuvent faire la pluie et le beau temps sur l'économie française. C'est le résultat d'un recoupement, opéré par le journal *Le Monde* qui, en combinant plusieurs études disponibles, a pu livrer quelques autres faits édifiants.

Par exemple, Michel Pébereau, président de la banque BNP-Paribas, est également administrateur de cinq sociétés, le maximum prévu par la loi. Au total, quatre dirigeants de cette banque se sont répartis les postes d'administrateurs et sont présents dans douze sociétés du CAC 40. Le président de Saint-Gobain, M. Beffa, siège au conseil de GDF-Suez, dont le PDG, Gérard Mestrallet, siège au conseil de Saint-Gobain. Même chose entre Claude Bébéar président d'Axa et Pébereau de BNP-Paribas. Et

### CONSEILS D'ADMINISTRATION DU CAC 40 LES DANGERS DE LA CONSANGUINITE



on pourrait multiplier les exemples pour toutes les sociétés du CAC 40. Elles sont toutes liées entre elles par des hommes – *Le Monde* parle de consanguinité – qui sont coulés dans le même moule, partagent les mêmes intérêts, les mêmes choix, ont parcouru des itinéraires parallèles, des cabinets ministériels à leurs sociétés actuelles en passant par les entreprises publiques.

Dans les années trente, on

pouvait parler en France, des « 200 familles », toute petite caste d'actionnaires tout puissants qui concentraient entre ses mains la propriété du grand capital, sans que la société puisse avoir aucun contrôle sur eux et sur leurs décisions, malgré toutes les conséquences que celles-ci pouvaient avoir. Aujourd'hui, il faudrait parler de la bande des 98.

B. G.

## • Emballages ménagers

# Un organisme patronal sur la sellette

Plutôt que de diminuer les emballages qu'on met à la poubelle, les patrons versent depuis 1992 des cotisations à une société anonyme créée tout spécialement, Éco-Emballages. Elle est censée compenser aux collectivités locales le surcoût qu'elles doivent supporter pour la collecte en bacs séparés des déchets d'emballages que les ménages ont trié. Cet organisme est une nouvelle fois montré du doigt.

Il y a un an, il était révélé qu'Éco-Emballages, gérant quelque 400 millions d'euros, en avait placé une partie dans les paradis fiscaux au lieu de les verser aux collectivités locales. Depuis, le ministère de l'Écologie et l'Association des maires de France, qui avaient donné leur agrément à Éco-Emballages, ont juré qu'ils allaient veiller au grain. Mais un rapport officiel, daté d'avril dernier et rendu public en décembre, multiplie les critiques. Éco-Emballages ne contribue pas à la diminution des déchets d'emballages, car le barème des cotisations demandé aux patrons ne les incite pas vraiment à cela. Certains de ces patrons continuent même à payer selon un ancien barème plus avantageux. De plus, les

chiffres du recyclage que prétend obtenir Éco-Emballages sont truqués, notamment parce qu'ils incluent le verre, qui pèse lourd, alors qu'il devrait être compté à part...

Si de tels trucages sont possibles, c'est que ce sont seulement deux agents à temps partiel qui sont censés contrôler, pour le compte de l'État, un organisme qui dispose de plusieurs dizaines de collaborateurs et de budgets de fonctionnement « très supérieurs » à ceux des pouvoirs publics. Ceux-ci ne disposent « ni de l'autorité suffisante ni des moyens matériels pour exercer leur mission de contrôle ». Ce contrôle n'est aujourd'hui plus assuré en dépit des textes qui permettent de poursuivre ceux qui contreviennent à l'obligation de contribuer à l'élimination des déchets d'emballages ménagers, signale le rapport. Et d'ajouter que « ce déficit du contrôle n'est pas propre à cette réglementation ». On pourrait même ajouter que c'est une des caractéristiques de l'État d'être laxiste quand il est censé exercer le moindre contrôle sur les sociétés privées.

Jean SANDAY

# À la recherche de la carte « d'identité nationale »

De nombreuses personnes témoignent ces derniers mois des abus et tracasseries que leur fait subir l'administration, à l'occasion du renouvellement de leur carte d'identité, ou de l'établissement d'un passeport biométrique alors qu'elles sont de nationalité française.

Auparavant, il suffisait d'amener l'ancienne pièce pour avoir un renouvellement, et pour la plupart des citoyens français, cela suffit. Mais, les personnes nées hors de France, ou de parents nés hors de France, doivent maintenant prouver qu'elles sont bien « françaises ». Le fait que les préfectures demandent des pié-

ces supplémentaires à ces catégories de personnes n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, c'est que les exigences administratives sont systématiques, tatillonnes et souvent kafkaïennes. Par exemple, le fait d'avoir eu une carte d'identité française pendant toute sa vie, effectué son service militaire en France, voté à toutes les élections, ne suffit pas quand les parents sont nés à l'étranger. Et quand on a le malheur d'être né à l'étranger, le fait d'avoir ses parents français, ses grands-parents français, ses arrière-grands-parents français ne suffit pas non plus. Désormais, il faut en effet produire le « certificat de nationalité », papier-sésame délivré par le tribunal d'instance.

De plus en plus de gens

concernés par ce problème racontent ce qui ressemble à un véritable parcours du combattant. D'abord, l'administration essaye d'insuffler un sentiment de culpabilité à tous ces demandeurs, la préfecture les soupçonnant d'avoir fraudé sur leur véritable nationalité. Ensuite, l'absence de passeport ou de carte d'identité peut avoir des conséquences bien réelles, bien concrètes. Un commerçant des Alpes-Maritimes raconte qu'il a dû batailler pendant cinq ans, avant que le tribunal lui rende ses papiers et que, pendant ces années, on l'a « mis dans la misère », car on lui avait retiré également sa licence de débit de boissons. D'autres ont perdu leur emploi, car leur profession exigeait qu'ils aillent à l'étran-

ger... avec un passeport. Pour tous, cela a été beaucoup de désagréments, souvent des vacances à l'étranger ratées. Et surtout des jours et des jours perdus à essayer de s'expliquer devant des représentants de l'administration, qui parfois en rajoutent sur les pièces nécessaires pour se couvrir vis-à-vis de leur hiérarchie. Les semaines et des mois passés à chercher des documents familiaux peut-être détruits par les déménagements, la guerre, ou les incendies, ou tout simplement introuvables.

Selon le ministère de la Justice, 170 000 personnes auraient demandé ce certificat de nationalité en 2002, et à l'époque, 5 % de ces demandeurs ne l'avaient pas obtenu. Pour 2007, dernières statisti-

ques fournies, le pourcentage des refus est passé à 12 %, pour un nombre de demandes légèrement inférieur. Ces chiffres et ces témoignages, indiquent un durcissement évident des procédures. Cette chasse aux vrais-faux Français entre tout à fait dans la démagogie du gouvernement « tout ce qui est étranger est suspect », et lorgnant vers les thèmes d'extrême droite. Et les ministères concernés, l'Intérieur, la Justice et l'Identité nationale obéissant jusqu'à l'absurde, à des consignes mûrement élaborées. Ce serait tout de même plus simple de vivre dans un monde où les « cartes d'identité » nationales et autres passeports seraient relégués au musée de l'histoire !

Bertrand GORDES

## • Fonction publique

### En grève le 21 janvier

La CGT, la FSU et SUD appellent ensemble à une journée de grève dans toute la fonction publique le jeudi 21 janvier. La revendication principale est simple et bien connue, à la fois des fonctionnaires et des usagers des services publics : il faut mettre un terme à la suppression de postes dans la fonction publique.

La CGT a calculé que, compte tenu des 34 000 suppressions de postes programmées pour 2010, plus de 100 000 emplois auront disparu entre 2003 et 2012 dans la fonction publique. Cela se traduit par des classes surchargées, des services hospitaliers fermés, des infirmières épuisées, des routes enneigées, des guichets embouteillés, des

routes défoncées, des trains arrêtés... bref, par une dégradation des conditions de vie de tous.

Depuis des années l'État a démantelé puis privatisé des secteurs entiers de la fonction publique, supprimant ainsi des dizaines de milliers d'emplois. Maintenant, il ne remplace plus un agent retraité sur deux et, ces jours-ci, se félicite d'avoir enfin réduit le nombre d'emplois dans les hôpitaux.

Ce n'est bien sûr pas une journée de grève et de manifestations qui contraindra le gouvernement à revenir sur sa politique de suppression de postes. Car si l'État fait des économies sur les services publics, c'est pour tenter

d'équilibrer un budget mis à mal par les cadeaux de toute nature qu'il fait aux grandes entreprises. Et inversement, pour trouver l'argent nécessaire au fonctionnement d'un service public digne de ce nom, il faudrait prendre sur les bénéfices des grandes entreprises et les fortunes privées. Imposer cela n'est pas une vue de l'esprit gratuite : les travailleurs en ont la force. Et c'est bien dans cette perspective qu'il est de l'intérêt de tous, travailleurs de la fonction publique comme usagers, de se mobiliser pour faire que cette journée du 21 janvier soit réussie et puisse avoir une suite.

Paul GALOIS

## • Hôpitaux publics

### L'épidémie de rentabilité met les hôpitaux en danger

**La Fédération hospitalière de France, qui réunit plus de mille établissements hospitaliers, vient de constater que « l'an dernier, pour la première fois depuis au moins dix ans, l'effectif permanent a reculé : 1 800 postes de moins parmi les soignants – les infirmières par exemple – et les non-soignants – emplois médico-techniques en imagerie médicale, logistique, transports, etc ».**

Alors que, selon le quotidien économique *Les Échos*, les emplois créés au fil des dix années précédentes avaient été d'environ 100 000 dans les hôpitaux, induits sans doute en partie par la semaine de 35 heures, la tendance s'est inversée. Dans certains services de certains hôpitaux, on savait déjà que les périodes de fêtes ou de

avait d'ailleurs clairement proposé, il y a deux mois, de profiter des 220 000 départs à la retraite prévisibles entre 2008 et 2015 pour « faire des actions d'optimisation », c'est-à-dire supprimer des postes, en jargon de gestionnaire.

La traduction de cette politique dans les grands centres hospitaliers « déficitaires » a de quoi inquiéter l'ensemble du personnel, et bien au-delà. À l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, le cap est mis sur les économies sur les postes administratifs ou logistiques. Ce sont aussi 1 150 postes de soignants, dont 150 de médecins, qui devraient disparaître cette année, ce qui a conduit 900 médecins chefs de service à menacer de démissionner de leurs fonctions administratives. À Marseille, Lyon, Nancy, Nice, Rennes, Toulouse, Le Havre, Caen, les « plans de retour à l'équilibre » financiers doivent entraîner également des coupes dramatiques dans les effectifs.

Sarkozy présente comme une évidence le raisonnement selon lequel un « retour à l'équilibre » serait nécessaire et les « déficits » des hôpitaux une aberration à soigner au plus tôt.

C'est ce raisonnement qui est aberrant ! L'argent des impôts doit servir à financer les services publics totalement nécessaires à la population, comme le sont les hôpitaux et les centres de soins.

Rien ne détourne Sarkozy et ses ministres de leur credo, ni le rythme et les conditions de travail imposés au personnel, mis en difficulté dans sa capacité à prendre en charge au mieux les patients, sans compter le stress et les risques d'erreur entraînés par les sous-effectifs chroniques ; ni les délais d'accueil des malades ; ni même les pressantes mises en garde des travailleurs de l'hôpital public, des agents aux professeurs chefs de service.

C'est pourtant une urgence vitale pour tous, soignés et soignants, que de sauver l'hôpital public et avec lui le droit à la santé de toute la population !

Viviane LAFONT

## • Hôpitaux - retraite des infirmières

### Le gouvernement voudrait qu'elles partent cinq ans plus tard !

**Cette année, jusqu'en décembre 2010, les infirmières et infirmiers des hôpitaux vont devoir choisir entre leur statut actuel et une nouvelle catégorie, mieux payée, mais avec un âge de départ à la retraite plus tardif. On devrait leur laisser six mois pour faire leur choix.**

230 000 infirmières et infirmiers et 80 000 salariés paramédicaux des hôpitaux sont concernés par cette nouvelle manœuvre du gouvernement, cette fois dirigée contre les retraites des personnels soignants.

Actuellement ces travailleurs, qui représentent près de la moitié des effectifs de l'hôpital, sont classés en catégorie B de la fonction publique et peuvent faire valoir leurs droits à la retraite à partir de 55 ans. On leur propose de passer en catégorie A, ce qui leur apporterait une augmentation de salaire évaluée à l'équivalent d'un treizième mois, mais il leur faudrait alors rester au travail jusqu'à 60 ans.

Profiter du faible montant des salaires pour inciter les salariés à reculer eux-même l'âge de leur départ en retraite, il fallait le faire !

Pour justifier sa proposition, le gouvernement met en avant le fait que les diplômés d'infirmières sont désormais

désormais équivalents à un diplôme bac+3 et balaie d'un revers de main les difficultés du travail qui justifient largement de pouvoir quitter son emploi à 55 ans. La CGT souligne notamment le fait que, dans la fonction publique, une infirmière sur cinq part en invalidité avant 55 ans. C'est le lourd tribut payé par des personnels soignants qui ont notamment, pendant leur vie professionnelle, dû soulever des opérés ou des personnes âgées dépendantes, sources de hernies ou de mal de dos chronique.

Mais ce gouvernement se moque évidemment des difficultés du travail des personnels soignants ! Il espère que, parmi le personnel visé par cette mesure, celles et ceux pour qui la retraite semble lointaine accepteront de repousser aussi l'âge de la retraite à 60 ans dans cette branche.

Rien ne dit que ce calcul soit exact, car les infirmières et infirmiers plus jeunes, premiers sollicités pour faire des remplacements pendant leurs jours de congés, sans parler du travail en grande équipe, savent déjà que tout cela rend leur vie difficile. Et on ne parle pas du stress



grandissant qui provient du fait que, les effectifs étant de plus en plus tendus, la responsabilité et le risque d'erreur deviennent aussi plus grands. Alors, travailler ainsi jusqu'à 60 ans n'a rien d'emballant.

Le quotidien pro-patronal *Les Échos*, qui rapportait lundi 11 janvier les calculs du gouvernement, saluait déjà sa « victoire » dans le report de l'âge de départ en retraite des infirmières. C'est peut-être le souhait d'une partie de son public, pressé de voir les travailleurs rester au travail envers et contre tout, dans le public comme dans le privé. Mais c'est prendre ses désirs pour des réalités.

Jacques FONTENOY

congrés se traduisaient de plus en plus par des fermetures de lits ou de services, faute de remplaçants intérimaires ou contractuels. À présent, le manque de personnel est encore plus flagrant et durable.

Comme dans les autres services publics, le gouvernement poursuit un axe simple : la traque des économies de gestion et surtout de personnel. Lors de ses vœux aux personnels de santé, présentés de façon plutôt provocatrice lors d'une visite le 12 janvier au nouvel hôpital de Perpignan, Sarkozy a rappelé son objectif : que « les déficits des hôpitaux soient ramenés à zéro d'ici 2012 ». Son conseiller dit « social », Soubie,

## ● Facil - Bourg-en-Bresse (Ain)

### Des méthodes de voyous désavouées

**Sous-traitant de Renault Trucks, Facil approvisionne ses chaînes de montage de camions en boulons et visserie. Cette société dont le siège social est situé en Belgique n'emploie actuellement qu'une quinzaine de salariés à Bourg-en-Bresse mais elle a des sites dans plusieurs pays d'Europe.**

Depuis des années la direction locale de Facil exerce des pressions sur les travailleurs, encourage les méthodes de voyous de certains chefs et multiplie les atteintes au droit du travail.

Il y a eu pendant des mois le problème d'un chef d'entrepôt méprisant, grossier et insultant, qui rendait la vie difficile à de nombreux salariés. En janvier 2009, ce chef a tenu des propos racistes à l'encontre du délégué du personnel, qui a

fait alors intervenir l'Inspection du travail mais aussi la Licra (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme). Leur double enquête a confirmé les faits de racisme et l'ambiance tendue dans la société. Mais cela n'a pas suffi à la direction, qui a gardé le chef de l'entrepôt... jusqu'à une nouvelle altercation, physique cette fois, avec un agent de sécurité de l'usine Renault Trucks.

Depuis l'an dernier, la crise sert de prétexte pour aggraver encore les conditions de travail. L'effectif a été considérablement réduit, passant de 50 à 16, ceux qui restent étant souvent en chômage partiel. Le résultat est que la charge de travail est encore plus lourde, pour un salaire amputé régulièrement d'une centaine d'euros sur un montant qui dépasse à peine le smic. Lorsque la direction a tenté de

supprimer carrément la prime d'équipe, un débrayage d'une heure, le jour de la visite de la directrice de Facil Europe, leur a permis de l'empêcher et d'obtenir en plus le paiement de la pause (ce qui revient aux 5 % d'augmentation de salaire que les travailleurs réclamaient).

Cela n'a pas changé longtemps les méthodes de la direction, qui continue les provocations : licenciement abusif, retrait arbitraire de certaines sommes sur la feuille de paie, etc.

Pourtant, à la fin 2007, l'organisation pour la première fois d'une élection de délégués du personnel avait mis des bâtons dans les roues de la direction. Mais depuis, elle multiplie les tentatives pour isoler le délégué choisi librement par les travailleurs. À la mi-novembre, elle a fini

par monter un « coup » en l'accusant de harcèlement sexuel, obtenant des faux témoignages.

Mais la direction en sera pour ses frais. Le 11 janvier, après quasiment deux mois de mise à pied avec perte de salaire, le délégué a pu reprendre son poste. L'inspectrice du travail a clairement refusé son licenciement, considérant que sa mise à pied était « *privée de tout effet* », ajoutant que, « *compte tenu de la situation sociale constatée* » dans l'entreprise, la présence d'un délégué est « *de l'intérêt général* ».

Cette réintégration est évidemment un camouflet pour la direction. Elle pourrait aussi donner envie à la majorité des travailleurs, malgré la peur et les menaces sur leur emploi, de s'opposer plus collectivement à ces méthodes de voyous.

Correspondant LO

## ● Renault-Flins (Yvelines)

### Travailler plus pour gagner moins

**À Renault Flins, au fil des années, on travaille de plus en plus. On peut dire que, depuis que l'on est passé aux 35 heures, le temps de travail effectif – celui pendant lequel on produit – n'a cessé d'augmenter.**

2009 a été le bouquet ! Alors que Renault, comme les autres constructeurs automobiles, ne cessait de pleurer sur son sort pour obtenir des subventions gouvernementales, à Flins l'horaire de travail a explosé.

Cela a été d'abord, chaque jour, 10 minutes de travail en plus par équipe par rapport au précédent horaire, qui était déjà le plus long de tous ceux que compte la panoplie de l'accord sur la « variabilité ». Cela veut dire une journée de 7 heures 50 auxquelles il faut ajouter les 40 minutes de temps de repas que la direction, elle, a décidé de sortir du calcul du temps de travail, mais qui en réalité en font partie ! Cela fait un total de 8 h 30, cinq fois par semaine, soit 42 h 30.

À cela s'ajoutent depuis quelque temps des samedis travaillés obligatoires. Avec un samedi, on en arrive à une semaine de près de 50 heures.

Dernière mesure en date, la direction a proposé une dérogation, acceptée par certains syndicats, pour prolonger l'horaire le plus long au-delà de ce qui était initialement prévu.

Quant aux congés, ils ont



diminué par rapport à 2008 : il n'y a pas eu de semaine de congé à la Toussaint et les quatre jours de congés entre les fêtes de fin d'année représen-

taient moitié moins que d'habitude.

Le pire, c'est qu'en 2009, en ayant travaillé beaucoup plus longtemps, les travailleurs ont

perdu de l'argent, 2 500 euros au minimum, suivant les catégories professionnelles, en raison de l'effondrement des diverses primes d'intéresse-

ment, de productivité, etc. Cela représente, pour les plus jeunes, une perte de deux mois de salaire et pour les autres un mois et demi.

Temps de travail en hausse, salaires en baisse : les patrons ont parfaitement compris le vrai sens du slogan gouvernemental.

Correspondant LO

## ● Thales

### Un petit cadeau pour Sarkozy, un gros pour le patron

Le premier discours de Nicolas Sarkozy en 2010 a eu comme prétexte un petit tour à l'usine Thales de Cholet, où il serait venu chercher son téléphone portable sécurisé, baptisé Teorem... et, accessoirement, en commander 15 000 autres pour tout ce que l'État compte de hauts fonctionnaires civils et militaires.

« On aide beaucoup Thales

mais on veut que l'on crée des emplois ici », a déclaré Sarkozy. En matière d'aide, on peut dire en effet que l'État (et les impôts des travailleurs) donne beaucoup à Thales : rien que pour le système de télécommunication Syracuse, qui va du téléphone de Sarkozy à la station installée sur le porte-avions Charles-de-Gaulle, en passant

par les satellites, il y en a pour la bagatelle de 2,3 milliards d'euros. On ne parle pas des autres commandes de l'État.

On a appris, à l'occasion de cette visite, que l'État avait déjà déboursé 24 millions au titre du fameux plan de relance de l'économie, pour aider à la mise au point de ce système Syracuse. Maintenant il paie pour acheter la production qui

en découle.

En revanche, en matière d'emplois, dommage que Sarkozy n'ait pas poussé un peu plus au sud, au centre de La Haillan, où il vient d'y avoir des débrayages contre des centaines de suppressions d'emplois dans une autre division de Thales.

Correspondant LO

## ● Centrale nucléaire de Cattenom (Moselle)

# Le directeur ne veut pas que les travailleurs soient au courant

Alors qu'EDF est bien en peine au cœur de l'hiver de fournir du courant électrique à tous les usagers (même rebaptisés clients), le directeur de la centrale nucléaire de Cattenom a d'autres préoccupations : interdire toute forme d'expression politique à un kilomètre à la ronde de la centrale.

En effet, la direction du site vient de décréter qu'elle interdisait toute forme d'expression politique non seulement à la porte de la centrale, non seulement à l'entrée du parking mais y compris sur les routes d'accès privées qui y mènent, soit un périmètre d'un gros kilomètre autour des barbelés.

C'est ce que nous a écrit le directeur qui tient à nous préciser que si, d'aventure, nous voulions diffuser sur les routes de la commune de Cattenom, il conviendrait encore de demander l'autorisation au maire de la commune ! Ben voyons ! Pourquoi pas l'autorisation de l'évêque pendant qu'il y est ?

La direction n'a d'ailleurs pas fait qu'écrire puisque que, à plusieurs reprises, elle a envoyé les gendarmes expulser nos diffuseurs de la porte, ce qui a cho-



Lors d'une manifestation syndicale devant la centrale.

qué les travailleurs qui, bien qu'ils soient du nucléaire et contraints de travailler derrière des barbelés, n'en demeurent pas moins des salariés comme les autres. D'ailleurs, la présence politique à la porte, lors d'élections par exemple, est une coutume établie depuis la construction de la centrale.

En Moselle, on a vu Sarkozy, encore candidat, en pleine campagne électorale venir s'adresser aux travailleurs de l'usine Viessmann de Faulquemont, interrompant la production. Lui aussi avait des gendarmes,

beaucoup de gendarmes... mais là c'était pour le protéger, pas pour l'expulser.

Plus récemment, Sarkozy, élu président, s'est adressé au personnel de l'aciérie de Gandrange pour lui promettre que l'usine continuerait. On connaît la suite...

Récidiviste, Sarkozy. Il s'était rendu dans une centrale nucléaire – à l'intérieur même de la centrale. C'était à Chinon, le 6 avril 2004, il y déclarait : « Il n'y aura pas de privatisation d'EDF et de Gaz de France, c'est clair, c'est simple et c'est net ! »

Inutile de faire un dessin...

Sarkozy a le droit de mentir aux travailleurs jusque dans les entreprises. Mais dans cette société, il est interdit aux travailleurs de faire de la politique sur leur lieu de travail. Et un directeur zélé, par ailleurs ancien conseiller de Chirac à l'Élysée entre 2000 et 2006, y rajoute sa petite note personnelle en délimitant un no man's land pour la liberté d'expression. Sacrée démocratie !

Étienne HOURDIN

## ● Mac Donald's Paris-Louvre

# En grève

Samedi 9 janvier, les salariés d'un Mac Donald's de Paris (restaurant du Louvre) se sont mis en grève pour protester contre leurs conditions de travail, en particulier le sous-effectif permanent. Ces conditions ne cessent de se dégrader et les nombreuses réunions entre le délégué du personnel et le directeur n'ont apporté aucune amélioration, bien au contraire.

La grève, prévue le 9 janvier de 12 heures à 15 heures au moment de la plus forte affluence a été suivie en quasi-totalité. Des salariés du restaurant ne travaillant pas à ce moment-là se sont joints aux grévistes. Dans une ambiance combative, ils se sont regroupés devant le restaurant en chantant des slogans : « salariés en grève, restaurant fermé ». Pour réchauffer les grévistes et par solidarité, des salariés du café Starbuck's situé en face ont apporté des cafés et des chocolats. Les clients étaient invités à

aller se restaurer 50 mètres plus loin dans un autre restaurant Mac Donald's. Ces derniers ont en grande majorité écouté les grévistes, manifestant même pour certains des marques de sympathie, si bien que le restaurant était bien vide comparé à un samedi normal.

Face au refus de la direction de mettre des engagements par

écrit, la grève s'est poursuivie plus longtemps. Pour mieux s'installer dehors, les grévistes ont sorti quelques chaises du restaurant : que la direction a demandé aux vigiles, appelés en prévision de la grève, de récupérer. Ceux-ci sont alors devenus agressifs, entraînant une bousculade. Plusieurs salariés ont porté plainte le jour même.

Correspondant LO

## ● Pôle Emploi - La Courneuve (Seine-Saint-Denis)

# C'est pas la joie

Au Pôle Emploi (ex-ANPE) de La Courneuve, avec la hausse du chômage, il a pu y avoir jusqu'à 240 demandeurs d'emplois pour un seul conseiller – ou conseillère – attiré, les chômeurs n'ayant pas le droit d'en consulter un autre.

Les conseillers sont censés recevoir les chômeurs une fois

par mois. Pour effectuer ce travail, chaque conseiller dispose de trois demi-journées par semaine... et il doit proposer à chacun au minimum un emploi tous les deux mois. Avec la crise et l'explosion du chômage, c'est tout simplement impossible !

Le gouvernement le sait

très bien, mais il a mis en place un logiciel qui, sur l'écran, fait passer au rouge le nom des employés qui n'ont pas fait leur chiffre.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la grève faite localement les 4 et 5 janvier ait été bien suivie.

Correspondant LO

## ● Airbus, avion militaire A-400M

# Une catastrophe aérienne à éviter

Le patron du consortium européen Airbus menace d'abandonner l'avion de transport militaire A-400M, appareil militaire qu'il fabrique en plus de ses avions civils.

Cela fait déjà un moment que le projet A-400M est suspendu à cet arrêt possible de sa fabrication. En mars 2009 le même patron annonçait déjà qu'Airbus « n'est pas en mesure de construire l'avion » et « qu'il vaudrait mieux annuler le programme plutôt que de s'enfoncer dans les difficultés ». Il réclamait, en cas de poursuite de la construction, que les pays européens qui avaient passé des commandes (184 en tout pour huit pays) acceptent de dépenser davantage. À l'origine le coût du projet était estimé à 20 milliards d'euros, mais de difficultés en retards successifs, l'addition serait alourdie de 8 à 11 milliards supplémentaires.

Pour le moment, une partie seulement de cette somme colossale a été dépensée, ne serait-ce que pour la mise au point du premier A-400M qui a effectué son vol d'essai le 11 décembre 2009 à Séville.

Ce nouvel avion serait destiné à remplacer les Hercules et Transall vieillissants, pour transporter du matériel, blindés, véhicules et autres, ainsi que des troupes. Mais contre qui, dans quelle guerre ?

Contre la Russie, contre la Chine ou Monaco ? Ou pour approvisionner les contingents qui sèment la désolation en Afghanistan ?

Plutôt que de gaspiller ces milliards dans un programme non seulement inutile, mais même franchement nuisible, il vaudrait mieux consacrer l'argent économisé à construire des logements, des écoles, des hôpitaux qui font défaut, partout en Europe.

André VICTOR

## • Retraites

# Attaque annoncée après les élections

**Au mois de juin, Sarkozy l'avait déclaré : il y aura un grand rendez-vous « social » concernant les retraites à la mi-2010. Il vient de le répéter à l'occasion de ses vœux pour la nouvelle année.**

La mi-2010, ce sera juste après les élections régionales et largement avant la prochaine élection présidentielle, de façon à éviter qu'on en parle de trop dans l'une comme dans l'autre. En outre, il sera possible au gouvernement de profiter des vacances d'été pour faire passer plus facilement un mauvais coup. Ce serait donc une « fenêtre » idéale pour attaquer les retraites.

Quant à ses intentions, Sarkozy a déclaré : « Il faudra que tout soit mis sur la table, l'âge de la retraite, la durée de cotisation, et la pénibilité. » Autrement dit « tout » est menacé !

Fort opportunément

l'IFOP vient de réaliser un sondage publié à la une du *Journal du Dimanche*, le 10 janvier. Il y apparaît que, si 76 % des personnes interrogées craignent une retraite insuffisante, et si 41 % préféreraient cotiser plus pour partir plus tôt, 62 ans serait l'âge où la majorité accepterait de quitter le travail.

Or justement le Medef, tout comme le gouvernement, souhaite repousser l'âge de départ légal à la retraite. Cela fait des années que les politiciens et les médias nous rebattent les oreilles sur le fait qu'il y a de moins en moins d'actifs au travail, que l'espérance de vie et le nombre des retraités augmentent et qu'il faudra bien se résoudre un jour à partir à la retraite plus tardivement. Et le sondage IFOP-JDD va exactement dans ce sens.

Personne ou presque ne fait remarquer qu'il est de toute façon absurde de faire

partir plus tard des travailleurs à la retraite alors qu'il y a de trois à cinq millions de chômeurs, selon qu'on tient compte des chiffres officiels ou de la réalité.

Et, qui plus est, les travailleurs âgés sont justement ceux qui ont le plus de mal à se faire réembaucher après avoir perdu leur emploi. On licencie les seniors tout en prétendant les faire travailler plus longtemps.

Les différents leaders des principaux syndicats, interrogés notamment par le JDD, se montrent tous plus ou moins résignés à un recul sur la question de la retraite. Ils discutent de la pénibilité à prendre en compte, de la nécessité d'employer davantage les seniors, etc. Mais aucun ne dit qu'il serait hors de question d'accepter un quelconque recul. Et aucun ne dit que, si le problème existe, c'est qu'il est dû d'abord au patronat et que

celui-ci a les moyens de le résoudre.

Et, alors qu'on prétend « tout mettre sur la table », un sujet n'est jamais abordé, celui de la productivité. Les progrès de la productivité du travail ont été énormes ces dernières années, même si celle-ci n'est pas très facile à calculer. L'Insee, Institut national de la statistique, divise le total de la valeur ajoutée par le nombre d'heures de travail. Cela pour l'industrie, comme pour chacune des branches de l'économie. Ainsi, selon lui, la productivité industrielle a progressé en seulement dix ans, entre 1998 et 2007, de 47 %.

En dix ans, l'industrie avec le même nombre de travailleurs a fourni presque la moitié de production en plus. Et si on ajoute à ces gains de productivité tous ceux des décennies antérieures (souvent plus élevés) on peut en conclure

que, même en tenant compte du nombre des chômeurs et des retraités, on devrait partir à la retraite non pas plus tard, mais plus tôt.

En fait, les gains de productivité réalisés par des travailleurs qui s'échinent à produire ont été confisqués par ces mêmes capitalistes qui viennent affirmer la main sur le cœur qu'il faut partir plus tard à la retraite.

Si la prétendue réforme réussit à passer, en fait on ne partira sans doute pas plus tard, on partira peut-être même plus tôt, sous la pression des employeurs voulant se débarrasser des travailleurs les plus âgés. Mais on partira avec des pensions de retraite qui auront fondu encore davantage.

Ce qui en définitive est le seul but du gouvernement et du Medef, soucieux de se débarrasser de ce qu'ils considèrent comme des « charges ».

André VICTOR

## • Trois heures de film et un livre sur Lionel Jospin

# La dernière séance ?

**Depuis quelques jours, Lionel Jospin fait le tour des médias pour présenter un livre et un film en deux parties de 90 minutes réalisé avec Patrick Rotman, et dont la diffusion est prévue sur France 2 les 14 et 21 janvier.**

Sept ans et demi après sa seconde défaite à l'élection présidentielle, Jospin étale son autosatisfaction. Il aimerait que son « récit personnel » soit « utile à tous ceux qui, à gauche, veulent retrouver le chemin du pouvoir ». C'est pourtant bien lui qui l'a perdu en 2002, mais il continue à attribuer les raisons de cet échec à une « sous-estimation de son adversaire Chirac » et au fait que « la gauche était divisée » au premier tour.

Et il estime toujours que son bilan de Premier ministre entre 1997 et 2002 était bon. Dans *Le Monde* du 8 janvier, il déclare « défier quiconque de trouver une mesure de mon gouvernement contraire à l'intérêt des milieux populaires ou simplement qui leur ait nuï ». S'il n'ignore pas que « les partis de gauche percevaient une certaine déception dans ces milieux », il se refuse à en chercher la cause.

Tous ceux qui ont pu l'interviewer ces jours-ci se sont bien

gardés de lui demander comment il expliquait qu'avec un bilan si formidable, son gouvernement ait pu perdre 4,1 millions de voix populaires par rapport à 1997. Il faut croire que, pour les classes populaires, le bilan n'était pas si bon.

Comme bien d'autres, depuis le krach de 2008, Jospin se présente comme un partisan d'une « réduction et d'une mise sous contrôle de la sphère financière et de la spéculation, d'une régulation raisonnable de la vie économique, d'une intervention raisonnée des États (...) dans la sphère économique », oubliant apparemment que, quand il était Premier ministre, il fut l'architecte d'une vague de privatisations supérieure à ce que la droite avait pu mener avant lui.

Il fut aussi celui qui expliqua aux travailleurs de Renault Vilvorde, de Michelin et à bien d'autres que « l'État ne peut pas tout », en clair : qu'ils se débrouillent avec leur patron, sans compter sur la gauche au gouvernement. Et s'il continue de défendre la loi des 35 heures, qu'il présente comme ayant créé des emplois, Jospin oublie de rappeler que, loin d'y perdre, le patronat y gagna une plus grande flexibilité des salariés, bien souvent des accords de

**“JE DÉFIE QUICONQUE DE TROUVER UNE MESURE DE MON GOUVERNEMENT CONTRAIRE A L'INTÉRÊT DES MILIEUX POPULAIRES”.**

Le Monde du 18/01/2010



modération salariale, et toujours une diminution des cotisations sociales.

Non, du point de vue des classes populaires, le bilan n'était pas bon et c'est ce qui explique cette hémorragie de voix, qu'aucun dirigeant socialiste n'a anticipée, et qui a conduit à la réélection de Chirac en 2002.

Jospin reste aussi bien silen-

cieux sur ce vote Chirac auquel la gauche a appelé au deuxième tour contre Le Pen. À l'époque, il n'avait pas été pressé d'ajouter son nom à celui des dirigeants socialistes qui, pour masquer la défaite et surtout éviter qu'on s'interroge sur ses causes, avaient appelé l'électorat de gauche à voter Chirac, alors que les seules voix de la droite suffisaient largement pour battre

Le Pen. Mais il l'avait fait quand même.

En apprenant ainsi aux électeurs de gauche à voter pour un homme de droite, le Parti Socialiste a cautionné Chirac et pris la responsabilité de faire qu'une partie de ses électeurs ne voient plus de différence entre voter pour la droite et voter pour la gauche. Il l'a payé par le fait qu'une partie des électeurs du PS ont pu voter pour Bayrou à la présidentielle de 2007, oblitérant ainsi les chances de ce parti d'écarter Sarkozy.

Quant à ce que le Jospin d'aujourd'hui, si d'aventure il revenait aux affaires, aurait à offrir aux classes populaires, c'est peu de chose : un « partage des revenus moins défavorable aux salariés ». C'est tout au plus une formule de politesse en direction de ceux qui constituent le cœur de l'électorat du Parti Socialiste, ceux-là mêmes dont il a piétiné les intérêts quand il était aux affaires.

Après tout, n'est-ce pas Pierre Mauroy, ex-Premier ministre socialiste et ex-maire socialiste de Lille, qui avait remarqué pendant le premier tour de 2002 que Jospin n'avait rien à dire à la classe ouvrière... C'est toujours le cas.

Jacques FONTENOY